FONDS
OU 1%

LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

FONDS NATIONAL
DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Rapport d'activité

2005-2006

Québec

FONDS
DU 1%

LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

FONDS NATIONAL
DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Rapport d'activité
2005-2006

Québec

On peut consulter le présent document sur le site d'Emploi-Québec, à l'adresse **www.emploiquebec.net**. On y trouvera aussi les publications officielles d'Emploi-Québec, dont celles qui portent sur le Fonds national de formation de la main-d'œuvre et sur la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

Rédaction
Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre,
Commission des partenaires du marché du travail

Production
Direction des communications,
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Conception graphique
Morin Communication Marketing

© Gouvernement du Québec
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2006
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2006
ISBN 13 : 978-2-550-48122-5 (imprimé)
ISBN 10 : 2-550-48122-4 (imprimé)
ISBN 13 : 978-2-550-48123-2 (PDF)
ISBN 10 : 2-550-48123-2 (PDF)

Monsieur Michel Bissonnet
Président
Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément aux articles 41 et 42 de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport des activités concernant son application, ainsi que les états financiers du Fonds national de formation de la main-d'œuvre, pour l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2006.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,

Michelle Courchesne

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 6

La Commission des partenaires du marché du travail 7

La Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre 7

Emploi-Québec 7

Les faits marquants de 2005-2006 7

LES ORIENTATIONS 2004-2006 ET LE PLAN D'AFFECTATION DES RESSOURCES 2005-2006 DU FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE 10

LES PROGRAMMES DE SUBVENTION 2005-2006 11

La formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention individuelle) 11

La formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention regroupée) 11

L'intervention sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre 12

L'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre en emploi 12

La recherche appliquée sur les conditions d'application de la Loi 13

LE BILAN DES ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU FONDS POUR 2005-2006 14

Le bilan des programmes de subvention 14

Les initiatives de la Commission des partenaires du marché du travail 18

LE BILAN DES ACTIVITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA LOI POUR 2005-2006 19

La révision de la réglementation 19

Le *Formulaire à remplir par l'employeur* 19

L'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation 22

La déontologie des formateurs et des organismes formateurs 22

Les organismes collecteurs 22

La promotion et la publicité 23

L'ADMINISTRATION DE LA LOI ET DU FONDS **24**

Les revenus et dépenses 24

Les effectifs autorisés 24

Les frais d'administration de la Loi et du Fonds 24

Le suivi des recommandations du Vérificateur général du Québec 25

LES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006 **27**

ANNEXES **35**

- Liste des bénéficiaires de subvention et montants attribués dans le cadre des programmes du Fonds national de formation de la main-d'œuvre 2005-2006 35
- Liste des organismes collecteurs reconnus par Emploi-Québec 62
- Liste des trente secteurs d'activité économique représentés par un comité sectoriel de main-d'œuvre reconnu par la Commission des partenaires du marché du travail 63

INTRODUCTION

Le 22 juin 1995, l'Assemblée nationale a adopté la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre qui, par l'accroissement de l'investissement en formation et par une action concertée des partenaires du marché du travail, vise à améliorer la qualification de la main-d'œuvre afin de favoriser l'emploi de même que l'adaptation, l'insertion en emploi et la mobilité de la main-d'œuvre. C'est en vertu de cette loi que le Fonds national de formation de la main-d'œuvre a été institué.

Le Fonds est constitué des sommes versées par les employeurs assujettis à la Loi qui n'investissent pas annuellement un montant équivalent à 1 % de leur masse salariale dans la formation de leur personnel. Il est affecté à la promotion et au soutien financier ou technique des actions de formation de main-d'œuvre et des initiatives prises en ces matières.

La Loi prévoit que la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale produit « au plus tard le 30 septembre de chaque année, les états financiers du Fonds ainsi qu'un rapport de ses activités concernant l'application de la présente loi, pour l'exercice financier précédent. »[1]

Le présent rapport d'activité couvre l'exercice financier 2005-2006, soit la période du 1er avril 2005 au 31 mars 2006. Après une description des principales instances gouvernementales responsables de l'application et de la gestion de la Loi et du Fonds, le rapport souligne les faits marquants de l'année. Sont ensuite présentés le plan annuel d'affectation des ressources du Fonds et les programmes de subvention, puis les bilans respectifs des activités de mise en œuvre du Fonds et de la Loi. Les modalités d'administration et de gestion de la Loi et du Fonds sont également décrites. Enfin, les états financiers du Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 sont inclus dans le présent rapport.

[1] LRQ, chapitre D-7.1, art. 41.

La Commission des partenaires du marché du travail

La Commission des partenaires du marché du travail exerce les responsabilités qui lui sont conférées par la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre. Ainsi, la Loi reconnaît à la Commission la responsabilité d'élaborer la réglementation afférente à la Loi (à l'exception du Règlement sur la détermination de la masse salariale, qui demeure sous la responsabilité exclusive du gouvernement), d'affecter annuellement les ressources du Fonds, d'établir les différents programmes de subvention et d'en préciser les critères d'admissibilité, les barèmes, les limites ainsi que les modalités d'attribution et enfin, de reconnaître les comités sectoriels de main-d'œuvre.

La Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre

La Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre est l'unité administrative qui, sous l'autorité de la Commission depuis décembre 2005, a la responsabilité de mettre en œuvre la Loi ainsi que les programmes de subvention du Fonds. À cet égard, la Direction :

- soutient la Commission dans la prise en charge des responsabilités qui lui sont dévolues relativement à la gestion de la Loi et du Fonds national de formation de la main-d'œuvre;
- gère les ressources nécessaires à l'aide-conseil, au soutien à la prise de décision, aux procédures administratives et à la reddition de comptes;
- fournit les guides et autres outils permettant l'application cohérente de la Loi et de ses règlements ainsi que des programmes de subvention;
- traite les demandes de subvention présentées au Fonds et en assure le suivi;
- assure le soutien et la formation de tout le personnel affecté à l'application de la Loi en région.

Emploi-Québec

Emploi-Québec est une agence au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui soutient la Commission des partenaires du marché du travail et la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre dans la réalisation des activités relatives à la mise en œuvre de la Loi. Les conseils régionaux des partenaires du marché du travail, avec le soutien opérationnel des services aux entreprises des directions régionales d'Emploi-Québec, ont notamment le mandat d'informer les employeurs quant aux modalités d'application de la Loi et celui de mettre en œuvre le Programme de subvention pour l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre en emploi.

Les faits marquants de 2005-2006

La production du rapport quinquennal 2000-2005 sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et son examen en commission parlementaire

En conformité avec l'article 68 de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, le rapport quinquennal 2000-2005 portant sur la mise en œuvre de la Loi et sur l'opportunité de la maintenir en vigueur ou de la modifier a été déposé à l'Assemblée nationale le 16 juin 2005. Ce rapport présente, à l'aide de plusieurs sources de données

qualitatives et quantitatives, le bilan de l'application de la Loi au cours des cinq dernières années. De plus, il présente différentes pistes de réflexion et certaines recommandations permettant de favoriser l'atteinte de l'objectif de la Loi.

Après son dépôt à l'Assemblée nationale, le rapport quinquennal a été examiné par la Commission de l'économie et du travail en février 2006. Des consultations particulières ont notamment permis aux partenaires du marché du travail de présenter des mémoires résumant leurs commentaires et recommandations en ce qui a trait à la mise en œuvre de la Loi et à l'opportunité de la maintenir en vigueur ou de la modifier.

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a, par la suite, mandaté la Commission des partenaires du marché du travail pour la réalisation de travaux visant à améliorer la portée de la Loi, particulièrement en ce qui a trait au développement et à la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. Ces travaux, dont les résultats seront présentés en septembre 2006, concernent :

- la nécessité de soutenir les petites et moyennes entreprises, notamment au moyen de regroupements, dont les mutuelles de formation;
- l'allègement de la réglementation, notamment celle qui concerne les exemptions ou les dépenses admissibles;
- la manière la plus appropriée de favoriser la mise en œuvre du Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences;
- le renforcement des comités sectoriels de main-d'œuvre;
- les suites à donner à l'expérimentation des mutuelles;
- l'adaptation de l'agrément des formateurs aux nouvelles réalités;
- l'instauration possible de comités de consultation impliquant les employés relativement à la formation au sein des entreprises, dans le but de susciter une véritable culture de la formation.

En complément à ces mandats, la ministre a annoncé d'autres actions gouvernementales visant les mêmes objectifs. À cet égard, des travaux sont en cours au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et à Emploi-Québec. Les résultats sont attendus pour septembre 2006.

***L'Entente de partenariat et d'action concertée en faveur du développement des compétences de la main-d'œuvre* intervenue entre la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Commission des partenaires du marché du travail**

Dans le cadre de l'entente de partenariat intervenue en décembre 2005 afin de favoriser la cohérence et la convergence des interventions et des ressources consacrées au développement de la formation de la main-d'œuvre, la ministre a délégué notamment à la Commission des partenaires du marché du travail les responsabilités relatives :

- à l'intervention sectorielle;
- au Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences (y inclus les métiers réglementés);
- à la gestion de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre;
- au Fonds national de formation de la main-d'œuvre.

Les ressources allouées à ces responsabilités ont également été regroupées sous l'autorité de la Commission afin de procurer aux partenaires du marché du travail les moyens nécessaires pour soutenir le développement des compétences de la main-d'œuvre en emploi. De plus, l'entente stipule que la Commission devra convenir avec la ministre d'objectifs annuels et rendre compte des résultats obtenus.

Les demandes de subvention admissibles reçues en 2005-2006 et les subventions accordées

Au cours de l'exercice financier 2005-2006, la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre a reçu et traité 1 674 demandes admissibles[2] se rapportant aux cinq programmes de subvention[3] ainsi qu'aux initiatives de la Commission, soit presque le double du nombre de demandes admissibles reçues en 2004-2005. Des subventions ont été accordées relativement à 93 % de ces demandes admissibles pour un montant global de 56,4 millions de dollars.

Il importe de préciser que le 24 mars 2006, la Commission des partenaires du marché du travail a décidé de cesser le traitement des demandes de subvention reçues dans le cadre des programmes de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention individuelle et intervention regroupée). Cette décision faisait suite à l'atteinte de la limite d'engagements nets établie par la Commission à 37 millions pour les programmes de subvention et les initiatives de la Commission. Ainsi, outre les 1 674 demandes reçues et traitées au 31 mars 2006, la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre a répertorié à la fin de l'exercice 636 demandes non traitées entre le 24 mars et le 31 mars 2006, ce qui porte le total des demandes reçues à 2 310 pour l'exercice financier 2005-2006.

[2] Les demandes admissibles sont celles qui portent sur des activités répondant aux objectifs des programmes et qui sont présentées par des promoteurs répondant aux conditions d'admissibilité prévues.

[3] Les cinq programmes de subvention sont décrits dans la section *Les programmes de subvention 2005-2006* aux pages 11 et suivantes du présent document. Quant aux initiatives de la Commission en 2005-2006, elles sont énumérées à la page 61.

LES ORIENTATIONS 2004-2006
ET LE PLAN D'AFFECTATION DES RESSOURCES 2005-2006 DU FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

En vertu de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et des attributions que cette loi lui confère, la Commission des partenaires du marché du travail adopte annuellement le plan d'affectation des ressources du Fonds national de formation de la main-d'œuvre. Ce plan est approuvé par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Les orientations adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail en janvier 2004, par suite d'une consultation menée auprès des conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT) et des comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO), ont été maintenues. S'inscrivant sous le signe de la continuité, ces orientations mettent davantage l'accent sur des interventions structurantes, à effet multiplicateur.

Ainsi, rappelons que les orientations 2004-2006 visent en priorité :

- à soutenir financièrement le maintien et le rehaussement des compétences de la main-d'œuvre dans les milieux de travail par des activités de formation à l'intention du personnel d'entreprises regroupées ou considérées individuellement;
- à favoriser la qualification de la main-d'œuvre par des interventions sectorielles des CSMO axées sur le soutien au développement et à la reconnaissance des compétences;
- à accroître l'accessibilité à la formation de base, à la francisation et au recyclage par une intervention régionale de formation déterminée par les CRPMT.

Elles visent également à appuyer le développement d'une formation qualifiante et transférable par le soutien apporté :

- aux entreprises qui forment leur main-d'œuvre;
- aux comités sectoriels, qui soutiennent les milieux de travail en vue d'une qualification accrue de la main-d'œuvre;
- aux partenaires régionaux, qui ont pour mandat de diagnostiquer les besoins en formation de base[4], en francisation et en recyclage, et d'organiser des formations pour répondre à ces besoins.

Rappelons également que quatre orientations stratégiques établies par la Commission et entérinées par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont été retenues pour la période 2004-2006. Deux orientations ont été maintenues intégralement, soit l'intervention sectorielle en matière de formation et la recherche sur les conditions d'application de la Loi. Deux orientations avaient un caractère novateur : la formation de la main-d'œuvre dans les entreprises au moyen de projets regroupés de formation et une offre de formation régionale en fonction des besoins et des priorités déterminés par chaque région.

Pour 2005-2006, les ressources financières affectées aux cinq programmes de subvention, aux initiatives de la Commission des partenaires du marché du travail et aux frais d'administration de la Loi et du Fonds national totalisaient 44 millions. Cette somme était répartie comme suit :

- 36 millions étaient réservés aux cinq programmes de subvention selon la distribution suivante :
  - 10 millions pour la formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention individuelle);
  - 8 millions pour la formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention regroupée);
  - 8 millions pour l'intervention sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre;
  - 8 millions pour l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre en emploi;
  - 2 millions pour la recherche appliquée sur les conditions d'application de la Loi.
- 2 millions étaient réservés au soutien d'initiatives prises par la Commission en vue de favoriser l'atteinte de l'objectif de la Loi.
- 6 millions étaient alloués aux frais d'administration.

[4] Activités dont l'objectif est d'apprendre à lire, à écrire, à compter et à communiquer en français, jusqu'à un niveau correspondant à un diplôme d'études secondaires (DES) ou à un diplôme d'études professionnelles (DEP).

Conformément au mandat que lui confie le législateur, la Commission des partenaires du marché du travail établit les différents programmes de subvention et elle en précise les critères d'admissibilité, les barèmes, les limites ainsi que les modalités d'attribution. Les barèmes et les limites des subventions sont soumis à l'approbation de la ministre.

Les objectifs généraux et spécifiques des programmes de subvention 2005-2006 sont présentés ci-après.

La formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention individuelle)

Le programme de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention individuelle) permettait de soutenir des projets destinés à répondre aux besoins de formation des travailleurs et travailleuses occupant un emploi dans une entreprise, à savoir des projets visant à :

- déterminer les besoins de formation du personnel en emploi;
- réaliser des activités de formation destinées à des formatrices et formateurs internes des entreprises, particulièrement à des compagnons ou compagnes d'apprentissage ou à des formatrices et formateurs associés à des programmes de formation liés au Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences;
- réaliser des activités de formation de la main-d'œuvre, particulièrement des activités liées au développement des compétences en matière de formation de base et de francisation ainsi que des activités découlant d'une norme professionnelle enregistrée en vertu du Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences;
- évaluer les effets des interventions en formation de la main-d'œuvre;
- adapter des activités et du matériel pédagogique aux besoins de clientèles particulières[5].

La formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention regroupée)

Afin de favoriser la mise en œuvre de projets ayant des effets multiplicateurs et à large portée, le programme de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention regroupée), visait à répondre à des besoins de formation partagés par plusieurs entreprises et donnant lieu à des activités communes.

Ce programme de subvention permettait de soutenir des projets visant notamment à :

- déterminer les besoins de formation du personnel en emploi;
- réaliser des activités de formation destinées à des formatrices et formateurs internes des entreprises, particulièrement à des compagnons ou compagnes d'apprentissage ou à des formatrices et formateurs associés à des programmes de formation liés au Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences;
- réaliser des activités de formation de la main-d'œuvre, particulièrement des activités liées au développement des compétences en matière de formation de base[6] et de francisation ainsi que des activités découlant d'une norme professionnelle enregistrée en vertu du Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences;

[5] Les clientèles particulières sont les personnes handicapées, les personnes âgées de 45 ans ou plus, les femmes, les personnes immigrantes, les jeunes et les personnes ayant eu des démêlés avec la justice.

[6] Voir la note 4.

- évaluer les effets des interventions en formation de la main-d'œuvre;
- adapter des activités et du matériel pédagogique aux besoins de clientèles particulières[7];
- mettre de l'avant toute autre initiative axée sur l'implantation de services d'organisation et de mise en œuvre de formation.

L'intervention sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre

Par le programme de subvention à l'intervention sectorielle, la Commission des partenaires du marché du travail désirait favoriser la réalisation de formations qualifiantes et transférables, en élaborant une instrumentation basée sur une approche sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre pour les entreprises des différents secteurs.

Les objectifs du programme étaient, par ordre d'importance, de soutenir les comités sectoriels de main-d'œuvre afin qu'ils puissent :

- élaborer et mettre à jour des normes professionnelles conformément au Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences, au moyen du Programme d'apprentissage en milieu de travail ou d'autres stratégies;
- offrir de la formation à la première cohorte des maîtres-compagnons et maîtres-compagnes et des compagnons et compagnes d'un programme d'apprentissage en milieu de travail élaboré par ces comités, ainsi qu'aux formateurs et formatrices d'une stratégie issue du Cadre général;
- mener une démarche (de promotion et de démarchage) auprès des employeurs et des travailleurs et travailleuses pour les inciter à participer à un programme d'apprentissage en milieu de travail ou à d'autres stratégies relevant du Cadre général;
- assurer un suivi auprès des entreprises inscrites au Programme d'apprentissage en milieu de travail ou à d'autres stratégies conçues par ces comités;
- concevoir et organiser des activités de formation et élaborer des outils de formation à portée sectorielle destinés aux employeurs et à la main-d'œuvre en emploi dans leur secteur respectif, et plus particulièrement des projets liés au Cadre général;
- faire démarrer des projets liés au Cadre général en vue de reconnaître les compétences du personnel des entreprises participantes et de faciliter l'accès à la formation manquante;
- évaluer les effets (après deux ans) des projets créés par ces comités et financés par le Fonds national de formation de la main-d'œuvre.

L'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre en emploi

Le programme de subvention pour l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre en emploi permettait de soutenir la participation des employeurs admissibles à des activités de formation prévues dans une offre régionale. L'aide offerte permettait de rembourser le salaire des employées et des employés participants, ainsi que les frais associés aux activités de formation.

[7] Voir la note 5.

Les activités de formation étaient offertes en fonction de besoins prioritaires, déterminés par les conseils régionaux des partenaires du marché du travail, à savoir :

- la formation de base[8];
- la francisation;
- le recyclage, c'est-à-dire les activités de formation données à des personnes en emploi pour réaliser des tâches qu'elles n'exécutent pas de façon régulière, mais qu'elles sont appelées à exécuter à court terme et qui exigent la maîtrise de nouvelles compétences;
- la formation en gestion de la formation à l'intention des gestionnaires des entreprises admissibles.

La recherche appliquée sur les conditions d'application de la Loi

Le programme de subvention pour la recherche appliquée avait comme objectifs généraux d'étudier les conditions facilitant la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de la Loi, d'éclairer les pratiques qui découlent de la Loi et d'assurer le développement des axes de recherche en matière de formation de la main-d'œuvre qui revêtent une importance stratégique sur les plans économique, social et technologique.

Ses objectifs spécifiques consistaient à :

- soutenir financièrement des recherches sur des pratiques qui découlent de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre;
- développer une meilleure connaissance des pratiques de formation des entreprises en valorisant les résultats de recherches;
- fournir aux décideurs et aux décideuses des renseignements utiles à l'élaboration de politiques et de programmes en assurant le transfert et la mise à profit des connaissances issues de recherches;
- promouvoir et favoriser le partenariat entre le gouvernement, les établissements de recherche, les entreprises, les syndicats et les milieux de travail;
- favoriser la diffusion des résultats de recherches, notamment auprès des employeurs assujettis à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, des associations patronales et des associations de travailleurs et travailleuses.

[8] Voir la note 4.

Le bilan des programmes de subvention

Le tableau 1 indique que la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre a reçu 1 674 demandes admissibles[9] se rapportant aux cinq programmes de subvention ainsi qu'aux initiatives de la Commission en 2005-2006, soit presque le double du nombre de demandes admissibles reçues en 2004-2005. Des subventions ont été accordées relativement à 93 % de ces demandes admissibles pour un montant global de 56,4 millions de dollars.

■ TABLEAU 1 Demandes reçues et subventions accordées en 2005-2006 et 2004-2005

Exercice financier	Nombre de demandes admissibles reçues et traitées	Nombre de demandes subventionnées	Subventions accordées (M$)	Dépenses aux états financiers (M$)
2005-2006	1 674	1 556	56,4	27,8
2004-2005	881	797	27,3	20,3

[9] Si l'on tient compte des demandes non traitées en 2005-2006, le total des demandes reçues s'établit à 2 310.

Les demandes par programme sont présentées au tableau 2. Il convient de préciser qu'une demande peut comprendre un ou plusieurs projets. Par ailleurs, pour chacun des programmes, la liste des bénéficiaires et des subventions accordées est présentée en annexe aux pages 35 et suivantes. On remarque que 83 % du montant total de subventions accordées l'a été en vertu des deux programmes de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention individuelle et regroupée). Il s'agit d'une hausse importante par rapport à l'exercice financier 2004-2005 pour lequel cette proportion s'établissait à 65 %. Le fait que le taux de remboursement des dépenses réelles est passé de 50 % à 100 % entre les deux exercices financiers explique vraisemblablement cette augmentation.

■ TABLEAU 2 **Répartition des demandes et des projets déposés, et des subventions accordées[10] pour l'ensemble des programmes et des initiatives de la Commission, pour l'exercice financier 2005-2006[11] (selon le montant des subventions accordées, en ordre décroissant)**

Programmes	Volume de demandes et de projets reçus		Volume de subventions accordées				Montants des subventions accordées	
	Demandes	Projets	Demandes		Projets		($)	(%)
	nbre	nbre	nbre	(%)	nbre	(%)		
Intervention individuelle	1 055	1 366	982	68,2	1 319	67,9	36 924 206	65,5
Intervention regroupée	60	76	56	3,8	104	5,4	9 885 455	17,5
Intervention régionale	495	495	486	24,7	486	25,0	5 719 731	10,1
Intervention sectorielle	42	45	26	2,2	28	1,4	2 932 417	5,2
Initiatives de la Commission	4	4	4	0,2	4	0,2	853 000	1,5
Recherche appliquée	18	18	2	0,9	2	0,1	94 390	0,2
Total	**1 674**	**2 004**	**1 556**	**100,0**	**1 943**	**100,0**	**56 409 199**	**100,0**

[10] Deux facteurs expliquent l'écart entre le montant total de subventions accordées et la somme totale affectée par la Commission aux programmes de subvention. D'une part, les données présentent les subventions accordées en 2005-2006 sans égard aux plans d'affectation des ressources auxquels les demandes de subvention se rapportent. Ainsi, les demandes ayant été déposées dans le cadre du plan d'affectation 2004-2005 mais ayant été subventionnées en 2005-2006 sont considérées. D'autre part, la Commission décidait, le 24 mars 2006, de considérer le plan d'affectation des ressources comme une limite d'engagements nets et non comme une limite d'octrois. Cette décision permettait d'augmenter le niveau de subventions accordées pour de nouvelles activités, tout en respectant les limites du plan d'affectation.

[11] La différence entre le nombre de demandes reçues et le nombre de demandes subventionnées correspond soit à des demandes refusées ou déclarées inadmissibles en cours d'analyse, soit à des demandes traitées au cours de l'année suivante. De plus, environ 3 % des demandes reçues sont déclarées inadmissibles avant analyse parce qu'elles ne répondent pas aux critères des programmes.

Alors qu'en 2004-2005, cinq secteurs d'activité économique obtenaient près de 50 % du montant total de subventions, les données sectorielles consignées au tableau 3 indiquent qu'en 2005-2006 dix secteurs d'activité se sont partagés cette même proportion du montant, ce qui témoigne d'une plus large distribution de l'aide accordée. Il convient cependant de préciser que les trois secteurs ayant reçu les montants de subvention les plus élevés sont demeurés les mêmes pour les deux exercices financiers, à savoir les associations, les services aux entreprises et les commerces de détail des véhicules automobiles, pièces et accessoires.

■ TABLEAU 3 **Répartition par secteur d'activité économique des demandes et des projets acceptés et des subventions accordées pour l'ensemble des programmes et des initiatives de la Commission, pour l'exercice financier 2005-2006** **(en ordre décroissant du montant de subventions accordées)**

Secteur d'activité économique	Demandes acceptées (nbre)	Projets acceptés (nbre)	Subventions accordées ($)
Associations	86	120	9 385 623
Services aux entreprises	151	186	5 175 661
Commerces de détail des véhicules automobiles, pièces et accessoires	130	174	4 220 178
Services d'enseignement	102	105	2 116 891
Industries du bois	45	63	1 957 554
Industries de la fabrication des produits métalliques	61	75	1 896 170
Autres industries manufacturières	40	52	1 511 073
Industries de l'habillement	47	51	1 458 803
Entrepreneurs spécialisés	51	68	1 450 763
Services de santé et services sociaux	67	75	1 449 136
Commerces de gros de produits divers	32	42	1 236 090
Hébergement	34	43	1 214 819
Restauration	21	31	1 102 904
Industries des produits en matière plastique	24	30	1 068 049
Autres services	32	38	1 060 412
Services de divertissements et loisirs	27	35	965 900
Commerces de gros de machines, matériel et fournitures	37	44	965 569
Autres commerces de détail	30	45	963 734
Commerces de gros de produits alimentaires, de boissons, de médicaments et de tabac	27	32	963 631
Transports	35	48	962 520
Sociétés d'investissement	33	36	885 989

Secteur d'activité économique	Demandes acceptées (nbre)	Projets acceptés (nbre)	Subventions accordées ($)
Industries du meuble et des articles d'ameublement	29	31	838 742
Sociétés d'assurance	25	34	773 415
Industries de la machinerie (sauf électrique)	18	22	755 386
Imprimerie, édition et industries connexes	18	26	749 246
Services de l'administration provinciale	2	2	646 537
Industries des aliments	23	31	609 501
Commerces de gros des articles de quincaillerie, de matériel de plomberie et de chauffage et des matériaux de construction	19	27	609 271
Agences d'assurance et agences immobilières	21	25	588 494
Commerces de détail des aliments, des boissons, des médicaments et du tabac	20	25	561 381
Industries des produits textiles	9	10	521 993
Constructeurs, promoteurs et entrepreneurs généraux	14	20	510 242
Services personnels et domestiques	18	19	496 905
Services des administrations locales	3	3	492 892
Commerces de détail de meubles, appareils et accessoires d'ameublement de maison	16	20	478 892
Industries des produits minéraux non métalliques	12	18	427 072
Industries des produits électriques et électroniques	21	24	417 487
Services miniers	1	1	412 466
Services relatifs à la construction	6	11	380 598
Agriculture	18	21	313 547
Industries de première transformation des métaux	12	19	295 834
Exploitation forestière	11	12	289 459
Commerces de gros de vêtements, chaussures, tissus et mercerie	10	11	279 800
Commerces de détail des chaussures, vêtements, tissus et filés	10	11	270 941
Commerces de gros de véhicules automobiles, pièces et accessoires	10	11	255 448
Industries chimiques	11	12	239 922
Industries du matériel de transport	10	11	230 128
Industries du papier et des produits en papier	6	8	225 880
Communications	7	9	216 408
Industries des produits du caoutchouc	10	10	204 241

Secteur d'activité économique	Demandes acceptées (nbre)	Projets acceptés (nbre)	Subventions accordées ($)
Services immobiliers (sauf les lotisseurs)	8	9	198 745
Autres services publics	8	15	188 608
Industries du cuir et des produits connexes	7	8	123 497
Services relatifs à l'agriculture	2	2	114 028
Intermédiaires financiers de dépôts	5	5	112 645
Industries textiles de première transformation	2	3	109 248
Commerces de gros d'articles ménagers	4	4	97 416
Carrières et sablières	3	5	95 024
Services forestiers	3	3	80 102
Commerces de détail hors magasins	4	4	79 888
Commerces de détail de marchandises diverses	4	4	41 793
Industries des boissons	1	1	36 064
Commerces de gros de produits pétroliers	1	1	15 759
Commerces de gros de produits agricoles	2	2	12 785
Total	**1 556**	**1 943**	**56 409 199**

Les initiatives de la Commission des partenaires du marché du travail

En 2005-2006, la Commission a décidé de soutenir quatre initiatives pour un montant total de 853 000 $:

- Une subvention de 320 000 $ a été octroyée à BCP ltée afin de poursuivre pour une troisième phase la campagne de publicité *Avec la formation professionnelle au secondaire et la formation technique au collégial, tu as tout pour réussir*.
- Une subvention de 265 000 $ a été octroyée à l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) à titre de contribution à la Semaine québécoise des adultes en formation, un événement consacré à la reconnaissance, à la valorisation et à la promotion de l'éducation et de la formation des adultes, tant auprès des entreprises assujetties à la Loi qu'auprès du grand public.
- Une subvention de 180 000 $ a été versée aux Manufacturiers et exportateurs du Québec pour le projet *Portes ouvertes des manufacturiers*, qui est un complément direct à la campagne *Tu as tout pour réussir*.
- Enfin, une subvention de 88 000 $ a été accordée à l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec pour l'organisation de colloques régionaux sur la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

La révision de la réglementation

C'est à la Commission des partenaires du marché du travail que le législateur a confié la responsabilité d'élaborer les règlements afférents à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, à l'exclusion du Règlement sur la détermination de la masse salariale, qui demeure sous la responsabilité exclusive du gouvernement. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi, le 1er janvier 1996, huit règlements ont été adoptés par la Commission et approuvés par le gouvernement.

Il revient également à la Commission de modifier les règlements, conformément au pouvoir habilitant qui lui est attribué et selon le calendrier de révision réglementaire qu'elle établit. À cet égard, la Commission des partenaires du marché du travail a décidé de poursuivre ses travaux à la lumière des pistes de réflexion issues de la démarche globale d'évaluation de la Loi, dont le cycle s'est terminé avec la présentation du rapport quinquennal 2000-2005 à l'Assemblée nationale le 16 juin 2005. Cette décision a fait l'objet d'une entente entre la Commission et le Secrétariat à l'allègement réglementaire. Conformément aux règles adoptées par le gouvernement en matière d'allègement réglementaire, des travaux de réflexion et d'analyse ont néanmoins été entrepris sur les règlements ayant des effets sur les entreprises :

- Le Règlement sur les dépenses de formation admissibles;
- Le Règlement sur les organismes collecteurs;
- Le Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation;
- Le Règlement sur les exemptions de l'application de la section II du chapitre II de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

Les travaux de révision réglementaire sont réalisés de manière à ce que la réglementation concoure efficacement à l'atteinte de l'objectif de la Loi, qui est d'améliorer la qualification de la main-d'œuvre, et qu'elle tienne compte des recommandations que le Groupe conseil sur l'allègement réglementaire a formulé dans son rapport[12] publié en août 2003.

Le *Formulaire à remplir par l'employeur*

Chaque année, les employeurs assujettis à la Loi sont tenus de fournir le *Formulaire à remplir par l'employeur*. Cette obligation découle d'une disposition prévue au Règlement sur les dépenses de formation admissibles. Grâce aux renseignements généraux qui lui sont transmis, la Commission possède des données l'informant sur les moyens utilisés par les employeurs pour atteindre l'objectif de formation fixé par la Loi. Ces renseignements fournissent également des indications quant au nombre d'employés qui ont bénéficié de la formation et quant aux catégories d'emplois visées. Les données sont transmises à la Commission pour analyse, sous forme de rapport statistique.

Aux fins de comparaison, le rapport[13] produit par la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre met en évidence les variations entre les résultats obtenus en 2004 et ceux de 2003 seulement pour les employeurs ayant une masse salariale de plus de 1 million[14].

---

[12] *Une Administration plus attentive aux entreprises. Pour créer plus d'emplois et de richesse*, Rapport du Groupe conseil sur l'allègement réglementaire au premier ministre du Québec, août 2003.

[13] *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.* Formulaire à remplir par l'employeur *administre en vertu de l'article 3 du Règlement sur les dépenses de formation admissibles.* Rapport statistique pour l'année d'application 2004, Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre, novembre 2005.

[14] Rappelons que le 1er janvier 2004, le seuil d'assujettissement à la Loi est passé de 250 000 $ à 1 million de dollars.

En ce qui concerne les moyens de formation utilisés, le rapport révèle que les moyens choisis en 2004 par le plus grand nombre d'employeurs répondants sont les mêmes qu'en 2003 (voir tableau 4). Ce sont, dans l'ordre, les colloques, congrès ou séminaires avec un taux de 62,3 % (64,9 % en 2003), la formation offerte par des établissements ou des ressources internes ou externes autres que celles reconnues ou agréées par Emploi-Québec (formation dite qualifiante ou transférable en vertu de l'article 6.4) avec un taux de 55,5 % (55 % en 2003), le recours à des établissements d'enseignement reconnus, avec un taux de 55,4 % (58,1 % en 2003) et le recours à des organismes formateurs ou à des formateurs agréés, avec un taux de 54 % (53,7 % en 2003).

■ TABLEAU 4 **Moyens choisis par les employeurs pour effectuer les dépenses de formation admissibles en 2004 et 2003**

Moyens	Nombre d'employeurs répondants ayant choisi le moyen de formation[15]		Pourcentage des employeurs répondants ayant choisi le moyen de formation (%)	
	2004	2003	2004	2003
Formation offerte par des ressources externes reconnues				
Établissement d'enseignement reconnu	4 000	4 231	55,4	58,1
Organisme formateur et formateur agréés	3 893	3 916	54,0	53,7
Formation offerte par des ressources internes agréées				
Service interne de formation	1 229	1 282	17,0	17,6
Service interne de formation multiemployeurs	374	442	5,2	6,1
Autres moyens possibles				
Ordre professionnel	2 277	2 290	31,6	31,4
Colloques, congrès ou séminaires	4 493	4 732	62,3	64,9
Association	2 857	2 952	39,6	40,5
Formation offerte par des établissements ou des ressources internes ou externes autres que celles reconnues ou agréées par Emploi-Québec (formation dite qualifiante ou transférable en vertu de l'article 6.4)	4 002	4 007	55,5	55,0
Entente patronale-syndicale	648	780	9,0	10,7
Fonds de formation de la construction (CCQ)	601	593	8,3	8,1
Organismes collecteurs	58	71	0,8	1,0
Régime d'apprentissage ou régime de qualification	232	248	3,2	3,4
Accueil de stagiaires ou d'enseignants stagiaires	1 623	1 696	22,5	23,3
Cotisation au Fonds national de formation de la main-d'œuvre	662	713	9,2	9,8

[15] Un employeur peut avoir choisi plus d'un moyen de formation. Le nombre total d'employeurs répondants est de 7 217 en 2004 et de 7 289 en 2003.

En ce qui a trait au portrait de la formation selon les catégories d'employés (voir tableau 5), le rapport indique que c'est le personnel de production qui a reçu le plus de formation, avec 11 955 342 heures en 2004, soit 38,6 % du total. Il importe de préciser que cette catégorie est celle qui compte les effectifs les plus nombreux. Elle était aussi au premier rang en 2003, avec 36,9 % des heures de formation.

Toutefois, lorsque l'on considère le nombre d'heures de formation reçues par employé pour l'exercice 2004, c'est le personnel cadre, professionnel ou d'ingénierie qui arrive en tête avec une moyenne de 34,7 heures de formation reçues par employé. Pour leur part, les employés de la catégorie du personnel de production n'ont reçu que 22 heures de formation, en moyenne. En 2003, le premier rang revenait à la catégorie du personnel de direction.

Le pourcentage d'employés formés par catégorie de personnel constitue également un indicateur d'accessibilité à la formation. Dans l'ensemble, 47,7 % des employés ont reçu de la formation en 2004, un taux similaire à celui observé en 2003 (47,2 %). En outre, la catégorie du personnel cadre, professionnel ou d'ingénierie est celle dont la proportion d'employés formés au cours de l'année 2004 est la plus élevée, avec un taux de 57,3 %. En 2003, c'est la catégorie du personnel de direction qui occupait le premier rang à cet égard avec un taux de 63 %.

Finalement, il convient de souligner que globalement, le nombre d'heures de formation reçues par catégorie de personnel et le nombre moyen d'heures de formation reçues par employé ont augmenté de manière importante entre les années 2003 et 2004.

■ TABLEAU 5 **Portrait de la formation selon les catégories de personnel pour l'année 2004** **(année 2003 entre parenthèses)**

Catégories de personnel	Nombre d'employés		Nombre d'employés formés (% du nombre d'employés par catégorie)		Nombre d'heures de formation reçues (% du total)		Nombre moyen d'heures de formation reçues par employé
	Nombre d'employés	% du total	Nombre d'employés	% du total	Nombre d'heures	% du total	
Direction	36 627 (41 744)	2,6 (2,6)	20 437 (26 286)	55,8 (63,0)	728 077 (765 054)	2,4 (3,5)	19,9 (18,3)
Cadre, professionnel ou ingénierie	207 841 (247 207)	14,9 (15,2)	119 127 (141 065)	57,3 (57,1)	7 217 699 (4 395 161)	23,3 (20,0)	34,7 (17,8)
Administratif, technique et de bureau	286 893 (348 358)	20,6 (21,4)	135 021 (163 523)	47,1 (46,9)	5 707 123 (4 757 408)	18,4 (21,7)	19,9 (13,7)
Production	543 073 (627 946)	39,1 (38,5)	240 896 (271 391)	44,4 (43,2)	11 955 342 (8 102 103)	38,6 (36,9)	22,0 (12,9)
Ventes et services	316 095 (363 837)	22,7 (22,3)	147 807 (167 247)	46,8 (46,0)	5 342 826 (3 947 615)	17,3 (18,0)	16,9 (10,9)
Total	**1 390 529 (1 629 092)**	**100,0 (100,0)**	**663 288 (769 512)**	**47,7 (47,2)**	**30 951 066 (21 967 341)**	**100,0 (100,0)**	**22,3 (13,5)**

L'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation

Le Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation établit les conditions d'agrément et les obligations à respecter pour être agréé par Emploi-Québec.

Au 31 mars 2006, le Répertoire des formateurs d'Emploi-Québec comptait 4 906 titulaires d'un certificat d'agrément, comparativement à 4 879 au 31 mars 2005. De ce nombre, 2 259 sont des organismes formateurs (personnes morales, y compris les sociétés ou les organismes à but non lucratif), 1 549 sont des formateurs (individus), 917 sont des services de formation d'employeurs uniques et 181 sont des services de formation multiemployeurs (regroupements d'employeurs).

Au cours de l'exercice financier 2005-2006, la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre a traité au total 2 406 demandes d'agrément, dont 605 demandes initiales et 1 801 demandes de renouvellement. En 2004-2005, un total de 2 527 demandes d'agrément ont été traitées, dont 638 demandes initiales et 1 889 demandes de renouvellement.

La déontologie des formateurs et des organismes formateurs

Le Règlement sur la déontologie des formateurs et des organismes formateurs est entré en vigueur le 23 novembre 2000. Il a pour objectifs de régir ou d'interdire certaines pratiques liées à la conduite professionnelle des formateurs et des organismes formateurs titulaires d'un agrément, d'établir une procédure d'enquête concernant les comportements susceptibles d'être dérogatoires au règlement et de déterminer les sanctions appropriées.

Au cours de l'année 2005-2006, deux titulaires d'un agrément ont fait l'objet d'une plainte. En outre, neuf irrégularités ont été constatées. Aucune de ces plaintes ou irrégularités n'a nécessité de suspension ou de révocation de l'agrément, et des mesures ont été prises afin de régulariser ces dossiers.

Les organismes collecteurs

Le Règlement sur les organismes collecteurs permet aux employeurs d'adopter une démarche collective pour s'acquitter de leur obligation d'investir dans la formation de leur main-d'œuvre. Le mandat de ces organismes est d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de formation collectif au bénéfice du personnel de plusieurs employeurs d'un même secteur d'activité économique ou d'une même région (voir la liste à la page 62 en annexe).

La promotion et la publicité

Afin de guider les entreprises assujetties à la Loi dans leurs démarches pour obtenir une subvention, Emploi-Québec a tenu à jour sur son site Web l'information sur la « Loi du 1 % en formation », sur le Fonds national de formation de la main-d'œuvre ainsi que sur les différents programmes de subvention du Fonds.

De plus, deux bulletins d'information ont été envoyés aux employeurs assujettis à la Loi, de même qu'aux partenaires, et Emploi-Québec a poursuivi la promotion de ses services aux entreprises par la diffusion de la pochette intitulée *Emploi-Québec, un partenaire de choix*. Cette dernière contient, entre autres, une fiche d'information sur la Loi et le Fonds.

Comme chaque année, Emploi-Québec a aussi participé à des salons qui s'adressent aux entreprises et qui sont en lien avec l'emploi et la formation.

À la réalisation de ces activités s'ajoute l'effort d'Emploi-Québec et de ses directions régionales et centres locaux d'emploi (CLE) pour joindre les entreprises de leur territoire respectif par la tenue de sessions d'information ainsi que par la participation à des déjeuners-conférences ou à des salons.

Les revenus et dépenses

Les revenus du Fonds national de formation de la main-d'œuvre proviennent des cotisations des employeurs remises par le ministère du Revenu du Québec, de droits et de frais[16] ainsi que d'intérêts.

Les dépenses sont essentiellement liées aux subventions, à des frais de gestion, à des frais de promotion et de publicité, de même qu'à des frais de perception des cotisations des employeurs.

L'exercice terminé le 31 mars 2006 fait état d'un excédent en début d'exercice de 88,8 millions de dollars, alors que le solde à la fin de l'exercice est de 81,2 millions. Les revenus représentent 24,6 millions et les dépenses totalisent 32,3 millions, générant un déficit annuel d'exploitation de 7,7 millions alors que l'an dernier on observait un surplus d'exploitation de 1,7 million. Il convient de préciser que ce déficit d'exploitation est absorbé par le surplus accumulé au Fonds.

Ce déficit s'explique essentiellement par une diminution des cotisations des employeurs (de 24,7 millions à 22,2 millions) et par une augmentation de 7,5 millions des subventions aux employeurs, qui sont passées de 20,3 millions à 27,8 millions.

Les effectifs autorisés

Pour l'exercice 2005-2006, les effectifs autorisés pour l'administration de la Loi et du Fonds étaient de 63 équivalents temps complet[17], dont 38 étaient affectés à la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre, 5 à d'autres unités centrales et 20 répartis dans les directions régionales.

Les frais d'administration de la Loi et du Fonds

Comme chaque année, les états financiers vérifiés[18] sont annexés au présent rapport, rendant compte de la situation financière du Fonds national de formation de la main-d'œuvre et présentant les revenus et les dépenses liés à la gestion du Fonds et à l'application de la Loi.

Pour l'année 2005-2006, les états financiers du Fonds montrent des dépenses totales de 4,5 millions pour les frais d'administration de la Loi et du Fonds. Les frais d'administration comprennent les frais de gestion, la promotion et la publicité, les frais de perception des cotisations, l'amortissement des immobilisations et l'amortissement des frais reportés. Environ 90 % de ces dépenses concernent la rémunération du personnel et 8 % se rapportent aux frais de perception du ministère du Revenu du Québec. En effet, c'est le ministère du Revenu du Québec qui a la responsabilité de gérer la déclaration annuelle de chaque employeur assujetti à la Loi et, le cas échéant, de percevoir les sommes non investies en formation et de les verser au Fonds.

Dans l'ensemble, les dépenses associées à la gestion de la Loi et du Fonds sont imputées à trois grandes catégories d'activités :

1. Les activités de mise en œuvre de la Loi et de soutien à la Commission des partenaires du marché du travail.
2. Les activités opérationnelles de traitement, d'analyse, de gestion et de suivi des projets déposés au Fonds qui sont réalisées par la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre.
3. Les services de soutien aux opérations du Fonds menées au sein de la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre ainsi que d'autres unités administratives d'Emploi-Québec et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

[16] Il s'agit des frais exigibles liés à la certification d'activités admissibles et à l'agrément de formateurs et de plans de formation des organismes collecteurs.

[17] L'équivalent temps complet (ETC) est une unité de mesure qui représente le travail d'une personne à temps complet pendant une année.

[18] Les états financiers vérifiés sont présentés aux pages 27 et suivantes.

Le suivi des recommandations du Vérificateur général du Québec

Les représentants du Vérificateur général du Québec ont procédé au suivi de la vérification de l'optimisation des ressources effectuée en 1999-2000. Les résultats de ces travaux, qui ont pris fin en août 2003, ont été rendus publics par le Vérificateur général du Québec dans le tome II de son rapport de 2002-2003. Il s'est montré satisfait des progrès réalisés dans 80 % des cas, soit 33 des 41 recommandations. Pour les huit recommandations restantes, le Vérificateur général a jugé que les travaux amorcés n'étaient pas suffisamment avancés. Toutefois, ces observations concernaient des modalités administratives sans implications financières.

La Commission des partenaires du marché du travail et la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre ont poursuivi en 2005-2006 leurs efforts visant à appliquer l'ensemble des recommandations.

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION 28

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR 29

LES ÉTATS FINANCIERS

Résultats et surplus accumulé 30

Bilan 31

Notes complémentaires 32 à 34

Rapport de la direction

Les états financiers du Fonds national de formation de la main-d'oeuvre ont été dressés par la direction du Fonds qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Fonds reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui le régissent, et elle a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction du Fonds pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

pour
Dominique Savoie
Sous-ministre associée par intérim, Emploi-Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

François Turenne
Sous-ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Québec, le 20 juillet 2006

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds national de formation de la main-d'œuvre au 31 mars 2006 et l'état des résultats et surplus accumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

France Alain

France Alain, CA
Directrice des services-conseils
en attestation financière

Québec, le 20 juillet 2006

Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Résultats et surplus accumulé
de l'exercice terminé le 31 mars 2006 (en milliers de dollars)

	2006	2005
REVENUS		
Cotisations des employeurs (note 3)	22 202	24 686
Intérêts	1 640	1 176
Droits et frais	791	817
	24 633	26 679
DÉPENSES		
Subventions aux employeurs	27 752	20 302
Frais de gestion (note 4)	4 161	3 956
Frais de perception des cotisations	367	734
Promotion et publicité	8	4
Amortissement des immobilisations corporelles	1	1
	32 289	24 997
(DÉFICIT) SURPLUS ANNUEL	(7 656)	1 682
SURPLUS ACCUMULÉ AU DÉBUT	88 847	87 165
SURPLUS ACCUMULÉ À LA FIN	81 191	88 847

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Bilan
au 31 mars 2006 (en milliers de dollars)

	2006	2005
ACTIF		
À court terme		
Avance au Fonds consolidé du revenu (note 5)	65 248	73 223
Cotisations des employeurs à recevoir	17 623	17 159
Débiteurs (note 6)	744	733
	83 615	91 115
Immobilisations corporelles (note 7)	—	1
	83 615	91 116
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2 424	2 269
SURPLUS ACCUMULÉ	81 191	88 847
	83 615	91 116

ENGAGEMENTS (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

pour
Dominique Savoie
Sous-ministre associée par intérim, Emploi-Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

François Turenne
Sous-ministre
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Notes complémentaires
31 mars 2006 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds national de formation de la main-d'oeuvre constitué par la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. D-7.1) a pour objet de promouvoir et de soutenir des actions et des initiatives de formation de la main-d'œuvre. La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est chargée de l'administration du Fonds.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, le Fonds n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers du Fonds par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celui-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire utile pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

■ Cotisations des employeurs

En vertu des dispositions de sa loi constitutive, les employeurs sont tenus de verser au Fonds une cotisation correspondant à la différence entre un montant de participation minimale et les dépenses de formation admissibles pour l'année civile. Les cotisations des employeurs sont perçues par le ministre du Revenu pour le bénéfice du Fonds. Ces cotisations sont comptabilisées en fonction du montant déclaré par les employeurs pour la dernière année civile. Celles-ci demeurent sujettes à vérification et rectification. Ces rectifications sont, le cas échéant, portées aux revenus de cotisations des employeurs dans l'année financière où elles sont connues.

■ Intérêts, droits et frais

Les intérêts, droits et frais sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et que la mesure et le recouvrement de la contrepartie sont raisonnablement sûrs.

■ Subventions aux employeurs

Les subventions relatives au Plan d'affectation des ressources du Fonds national de formation de la main-d'œuvre sont comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le Fonds et que les employeurs ont rencontré les conditions d'admissibilité prévues aux protocoles, s'il en est. Si des subventions ont été versées en trop, le recouvrement de celles-ci est porté en diminution de la dépense au cours de l'exercice où elles sont recouvrées ou à recevoir.

■ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la période suivante :

Équipement informatique : 3 ans

Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Notes complémentaires - suite
31 mars 2006 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3. COTISATIONS DES EMPLOYEURS

	2006	2005
Montant déclaré pour l'année	17 042	16 812
Montant afférent à des années antérieures	5 160	7 874
	22 202	24 686

4. FRAIS DE GESTION

Comme le prévoit la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre*, la Commission des partenaires du marché du travail a limité les sommes pouvant être prises sur le Fonds pour la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail des employés affectés à l'application des chapitres II et III de la loi. Ces sommes correspondent aux traitements et avantages sociaux de l'équivalent de 59 personnes à temps complet pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006 (58 en 2005). Ces personnes doivent voir à l'information, la promotion et l'application de la loi et de ses règlements ainsi qu'à l'administration du Fonds.

Les frais de gestion reçus à titre gratuit du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ne sont pas présentés aux états financiers du Fonds.

5. AVANCE AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

L'avance porte intérêt au taux préférentiel bancaire réduit de 2,5%, lequel représente 3% au 31 mars 2006 et ne comporte aucune modalité d'encaissement.

6. DÉBITEURS

	2006	2005
Intérêts à recevoir – Fonds consolidé du revenu	480	330
Subventions aux employeurs versées en trop	264	321
Autres	---	82
	744	733

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2006			2005
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement informatique	24	24	---	1

Fonds national de formation de la main-d'œuvre
Notes complémentaires - suite
31 mars 2006 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

8. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé à supporter financièrement des projets visant à promouvoir et à soutenir des actions et des initiatives de formation de la main-d'œuvre. Le solde des engagements au 31 mars 2006 s'établit à 24 297 614 $ (14 126 718 $ au 31 mars 2005).

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées directement aux états financiers.

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers inscrits au bilan (actifs et passifs à court terme) est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

Liste des bénéficiaires de subvention et montants attribués dans le cadre des programmes du Fonds national de formation de la main-d'œuvre 2005-2006

Programmes de subvention

■ **Formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention individuelle)**

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
113729 Canada ltée (Soudair)	28 000
116804 Canada inc. (Les entreprises Acmé)	40 208
123391 Canada ltée (Ste-Foy Hyundai)	34 320
144942 Canada inc. (Distribution Vidéo Kaytel)	70 000
152724 Canada inc. (Quinko-Tek Int'l)	115 000
153498 Canada inc.	55 000
172643 Canada inc. (D.B.A Top Marks)	50 836
174761 Canada inc. (Argus Mazda auto enr.)	25 015
176850 Canada inc. (Le nouveau J.D. Dodge Chrysler Jeep)	19 674
2167-7489 Québec inc. (Quincaillerie Parent enr.)	15 500
2330-5469 Québec inc. (Créations Futura)	11 276
2414-9098 Québec inc. (Entreprises Beaudoin)	129 480
2437-9844 Québec inc. (Mobilier 2000)	33 825
2626-5561 Québec inc. (Transport Rockman inc.)	38 988
2709970 Canada inc. (Toyota Magog)	42 786
2737-2085 Québec inc.	38 831
2746-8032 Québec inc. (Clinique du pneu Granby)	32 820
2749173 Canada inc. (La Préférence)	19 000
2781794 Canada inc. (Jammers Apparel Group)	29 800
2841-8424 Québec inc. (Calibre Plus)	6 200
2915502 Canada inc. (Mondial Saturn SAAB Isuzu)	78 951
2946033 Canada inc. (The Mad Science Group)	152 755
2968-4305 Québec inc. (Pharmacie Marc Champagne)	20 000
2970-4095 Québec inc. (CellCom Rive-Sud)	12 000
2970-9177 Québec inc. (Pharmaprix)	24 000
2985420 Canada inc. (Holiday Inn Crown Plaza)	135 000
3026957 Canada inc. (R.E.A.L. Bagel)	13 300
3035611 Canada inc. (J.P. Carton)	66 129
3087-4036 Québec inc. (Les portes unies St-Michel)	91 967
3093-3139 Québec inc. (Beauchesne Mazda)	39 690
3096-0876 Québec inc. (Le Nouvel Hôtel)	46 923
3096-3227-Québec inc. (Centre informatique Access Info-Tech)	108 621
3098524 Canada inc. (Option Subaru)	6 680
3100-9681 Québec inc. (Atelier d'usinage Giguère enr.)	20 000
3116093 Canada inc. (Copidata)	25 600
3116506 Canada inc. (Boulangerie Première Moisson)	11 080
3163946 Canada inc.	229 603
3385175 Canada inc. (Diamantaire First Canadian)	83 300
3469051 Canada inc. (Axxys construction)	73 022
3608999 Canada inc. (Cellcom Communications)	30 000
3638189 Canada inc. (Ville-Marie Kia)	60 201
3652548 Canada inc. (Kia St-Hyacinthe et St-Hyacinthe Suzuki)	32 592
3805191 Canada inc. (Club de tennis Île-des-Sœurs)	39 442
4032713 Canada inc. (Hôtel Travelodge)	39 687

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
4187237 Canada inc. (Oscar Léopold)	31 000
513861 N.B. inc. (Ensinger-Plastifab)	26 200
6072623 Canada inc. (Confection Patry)	20 800
80578 Canada ltée	20 487
9007-6720 Québec inc. (Transcol inc.)	171 549
9009-0960 Québec inc. (Polycrylic)	40 910
9013-5617 Québec inc. (Pharmaprix Ann Labrecque)	25 000
9019-5264 Québec inc. (Groupe CGT-RH)	34 441
9020-7309 Québec inc. (Notre-Dame nature)	23 458
9020-7317 Québec inc. (Manoir St-Augustin)	710
9022-1623 Québec inc. (Centre Garant)	25 080
9025-7197 Québec inc. (Du Beau Toyota)	40 031
9034-1405 Québec inc. (Hôtel Maritime Plaza)	62 875
9038-5600 Québec inc. (Pharmaprix Tu Le Luong et Bop Nissay Ly)	18 000
9049-8049 Québec inc. (La Capitale Québec Champlain)	900
9052-7037 Québec inc. (Clinique Médimax et/ou physiomaxima)	15 000
9052-9025 Québec inc. (VTL Transport)	60 747
9055-6952 Québec inc. (Confection Premier Choix)	29 487
9055-8842 Québec inc. (Station touristique Mont-Gabriel)	55 425
9064-0780 Québec inc. (Les fabrications T.J.D.)	20 204
9071-0575 Québec inc. (Garage Ghislain Leclerc)	27 620
9073-8972 Québec inc. (Les Piscines Pro)	25 211
9077-4092 Québec inc. (Les promotions Martini Les promotions King Cat)	128 787
9083-5968 Québec inc. (Grégoire Sports inc.)	18 788
9084-3673 Québec inc. (Medroc 2000)	16 331
9084-3806 Québec inc. (A. Pérusse Machinerie)	44 660
9086-7441 Québec inc. (Excès Motosport)	21 783
9088-9437 Québec inc. (Cybertronix)	66 843
9089-1193 Québec inc. (Fake Studio)	11 000
9090-9276 Québec inc. (Les Productions du Gastronome)	21 586
9111-6673 Québec inc. (Les jardins Sainte-Émilie)	7 221
9117-7873 Québec inc. (Hôtellerie Jardin de Ville)	21 186
9119-6832 Québec inc. (Paquet Mitsubishi inc.)	30 548
9123-9715 Québec inc. (Habitats Lafayette)	2 029
9126-6668 Québec inc. (Tim Horton #2038)	17 400
9130-6480 Québec inc. (Vêtements St-Laurent)	13 304
9132-1554 Québec inc. (Holiday Inn Plaza La Chaudière)	79 000
9139-2142 Québec inc. (Pharmaprix)	25 400
9144-1923 Québec inc. (Le Club Papetier)	13 365
9160-4066 Québec inc. (L'Archevêque & Rivest limitée)	25 900
9162-3470 Québec inc. (Salle de quilles Champion inc.)	49 343
98076 Canada inc. (Le manufacturier Philippo)	16 440
A & C produits chimiques Américains ltée	21 600
Abra-Dhésif inc.	10 000
Absolunet inc.	16 776
Académie Taryag d'Arizal	29 181
Accessoires d'ameublement Aeres A.H.F. ltée	53 900
Acier Midland ltée	129 693
Ad Hoc recherche inc.	24 033
Adath Israel Congregation	35 000
Addendum Recrutement et Formation inc.	34 516
Administration Shapco inc.	101 917
Admintech inc.	61 606

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
ADNM international inc.	16 800
Aéro Teknic inc.	2 314
Agence Pro-Jacques inc.	21 500
Agritex (Ste-Martine) ltée	39 000
Agrocentre Fertibec inc.	25 361
Air Média inc.	22 620
Alcatel Canada inc.	20 000
Alimentation Tracy inc.	11 200
Aliments Expresco inc.	92 711
Allen Etcovitch et associés ltée	25 000
Altex Décoration limitée	78 190
Alu-Rex inc.	38 336
Amec usinage inc.	35 360
Ameublements Artelite inc.	12 960
AMI mécanique inc.	67 050
Amimac (2002) ltée	117 135
Amro Aluminium inc.	9 525
André Girouard & fils inc.	25 040
André Hallé & fils ltée	27 402
Anodisation Verdun inc.	36 800
Ant. Labbé inc.	53 480
Aquadis international inc.	202 925
Aquam spécialiste aquatique inc.	46 559
Arbour Automobiles ltée	8 873
ARS Architecture ltée	21 000
ASCII Agence de service et courtage informatique inc.	30 975
Association de santé et sécurité des pâtes et papiers du Québec inc.	140 270
Association des policiers provinciaux du Québec	27 959
Association nautique de la Baie de Beauport	5 572
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	18 400
Assurance de l'Est inc.	29 752
Assurances Fortier, Labonté, Giroux & associés inc.	106 174
Assurances Pouliot et associés inc.	29 351
Atelier Abaco inc.	20 000
Atelier d'usinage J.J. Tremblay inc.	49 590
Atelier d'usinage Léger	57 533
Atelier JEM inc.	30 000
Ateliers Léopold-Desrosiers inc.	22 000
Ateliers P.M.G. inc.	43 246
Ateliers T.A.Q. inc.	56 000
Auberge Cap Martin inc.	8 879
Auberge de la Pointe inc.	18 499
Auberge Le Navigateur	57 554
Auberge Ripplecove (1985) inc.	89 740
Auger Groupe conseil inc.	5 145
Auto Desrosiers Ford inc.	21 300
Auto Frank et Michel inc.	47 600
Auto Gouverneur inc.	11 456
Auto importation Terrebonne inc.	18 800
Auto Manic inc.	27 000
Autobus Terremont ltée	66 236
Autobus Thomas inc.	29 388
Autocar Excellence inc.	16 074

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Automatisation Grimard inc.	34 665
Automobile Kamouraska (1992) inc.	104 499
Automobiles Lafrenière inc.	20 720
Automobiles Maurice Parent inc.	81 464
Automobiles Prime Roberge (Canada) inc.	47 625
Automobiles Régate inc.	27 408
Automobiles Sega inc.	24 000
Automobiles Vieilles Forges ltée	7 920
Avoman, Société en nom collectif	18 700
B. Lepage auto service inc.	28 390
B.C.H. - Unique inc.	56 968
Balsavour Canada inc.	15 000
Batah & Cie MFG inc.	21 000
Batteries Spheretech inc.	10 000
Baultar Concept inc.	44 837
BBC4 Créativité inc.	33 197
Beauce Sport inc.	32 937
Beauce sports St-Georges inc.	17 680
Beaudoin, Doray, Tremblay (SENCRL)	2 264
Beau-Lieu Instantané inc.	12 000
Bérou international inc.	165 451
Best Western Aéroport de Montréal	3 528
Beth Zion congrégation	29 731
Bijouterie Marise inc.	31 992
Biscuits Rondeau inc.	10 080
BNOT Jérusalem garderie et école pour jeunes filles	35 800
Bobby Dubé ltée	15 831
Bois expansion inc.	30 000
Bois ouvrés Waterville inc.	68 341
Boisjoli, Sabbag, S.E.N.C.R.L.	8 400
Bolduc Leroux inc.	53 300
Boutique Chaleur	1 290
Boutique de pneus P.C. inc.	12 400
Brunet & Brunet inc.	1 416
Buffalo inc.	380 000
C.P.F. Dualam inc.	29 648
Caisse Desjardins du Parc Sir-G.-É.-Cartier de Montréal	4 458
Caisse populaire Desjardins Centre-Est du Témiscamingue	11 585
Camion-remorque Révan inc.	40 470
Camions A & R Dubois inc.	47 000
Camions Carl Thibault inc.	28 000
Canada Billard & Bowling inc.	30 000
Capmatic ltée	89 640
Caravane 185 inc.	41 038
Carbures de l'Estrie inc.	28 801
Caron, Beaudoin & associés, experts-conseils inc.	48 638
Carrefour du camion Lac St-Jean inc.	202 050
Caux & frères inc.	8 252
CBCI Télécom Canada inc.	31 200
CEDROM-SNI inc.	50 500
Centrap inc.	30 000
Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI)	27 000
Centre communautaire juif Sépharade de Montréal	60 800

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Centre d'action bénévole des Seigneuries inc.	5 760
Centre de beauté Confidence inc.	50 497
Centre de bénévolat de la Vallée de l'Or	3 870
Centre de bénévolat Manicouagan inc.	11 826
Centre de cartes de crédit Canada CCCC inc.	10 500
Centre de développement Yaldei Shashuim	90 321
Centre de la petite enfance Clé de Sol	4 279
Centre de la petite enfance Les fourmis ensablées	750
Centre de la petite enfance Maison Malka	16 300
Centre de la petite enfance Pamplemousse	3 666
Centre de la petite enfance de l'Académie hébraïque	13 760
Centre de perforation Élite inc.	23 065
Centre de recyclage Universel (1981) ltée	39 500
Centre de travail Laro inc.	30 000
Centre d'ergothérapie Action-Santé	18 214
Centre des technologies du gaz naturel (Québec) inc.	25 211
Centre d'ordinateurs S.T.O. inc.	29 381
Centre du camion l'Ouest de l'île inc.	93 500
Centre du sport Alary inc.	36 354
Centre informatique Micromédica inc.	56 350
Centre Inox inc.	20 689
Centre jardin Hamel inc.	26 714
Centre métropolitain de courtage d'assurances et de finances Jaro ltée	98 580
Centre Mont-Royal inc.	42 767
Centre national du transport en commun inc.	3 044
Centre spécialisé de technologie physique du Québec inc.	8 138
Centre sports Motorisés inc.	35 901
Champlain Dodge Chrysler ltée	41 000
Charcuterie Noël inc.	12 060
Charlebois-Trépanier & associés inc.	27 097
Charles Turcotte & fils ltée	49 555
Chauffage, ventilation, climatisation Airzone inc.	7 487
Chemotec (PM) inc.	27 384
Chocolat Lamontagne inc.	172 058
Cie Sunrise Télécom Broadband	38 600
Clermont Chevrolet Cadillac inc.	43 000
Climatisation Morrison inc.	25 800
Clinique dentaire David Rheault	15 560
Clinique Ergo Ressources inc.	24 957
Club de golf du Lac St-Joseph inc.	41 240
Club de golf Mascouche inc.	3 644
Club de golf Val-Morin limitée	59 448
Cobrex inc.	8 320
Coffrages Daniel Lampron inc.	33 861
Collection Goty inc.	28 383
Communauté Sépharade unifiée du Québec	95 000
Communications Thibeault ltée	27 452
Complexe hôtelier St-Jovite - Mont-Tremblant inc.	49 842
Compo recycle	52 167
Composites BHS inc.	69 621
Concept Instant Lunette inc.	11 728
Concept Mike & Linda Tott inc.	33 700
Conception Intéral inc.	7 680

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Concordia Auto ltée	41 662
Confection Aventure inc.	21 793
Confection C.R.G. enr.	26 485
Confection Isabelle (1987) inc.	38 883
Confection Kingsey inc.	44 777
Confection St-Jude inc.	22 207
Confections C. Cliche inc.	46 863
Confections Pagar	20 422
Confections Stornoway inc.	122 838
Congrégation Beth Tikvah	29 215
Congrégation Shaar Hashomayim	150 000
Conporec inc.	39 900
Conseil de la communauté juive de Montréal	220 000
Construction Broccolini inc.	23 700
Constructions Devlor inc.	32 023
Continental strictement kosher viande, volailles & charcuteries	24 503
Conversion Kingsey inc.	32 738
Convexpert inc.	33 990
Coop alimentaire de la région d'Asbestos	164 844
Coopérative d'alimentation naturelle de Sherbrooke	42 549
Coopérative de gestion forestière des Appalaches	37 622
Coopérative de services à domicile Lac-Saint-Jean Est	50 236
Coopérative de services à domicile Beauce-Nord	3 784
Coopérative de services à domicile de l'Estrie	22 183
Coopérative de services à domicile L'Islet Nord-Sud	2 340
Coopérative de services à domicile de Charlesbourg	10 085
Coopérative de services à domicile de la région de l'Amiante	8 189
Coopérative de services Rive-Sud	11 343
Coopérative de solidarité de services à domicile Orléans	7 102
Coopérative de solidarité de services à domicile Avantages	11 261
Coopérative de solidarité de services à domicile du Royaume	45 077
Coopérative forestière du Nord-Ouest	9 208
Corporation canadienne de Poudres électroniques	4 041
Corporation Datacom Wireless	43 608
Corporation d'éclairage du Québec	12 600
Corporation des Juifs Espagnols et Portugais Sherith Israël de Montréal	48 000
Corporation immobilière Côte-St-Luc inc.	36 000
Corporation Xprima.com	16 720
Coupe-froid Fédéral inc.	38 293
Courroies Pasquier inc.	37 994
Création stratégique Absolu inc.	31 397
Création Visu inc.	44 800
Cuisines modernes de l'Estrie inc.	90 024
Cyzotrim enr.	111 529
D.N.B. Transport inc.	7 400
Daito Précision inc.	39 000
Daktronics Canada inc.	68 485
Daniel Paré Dodge Chrysler inc.	22 106
Daubois inc.	35 453
DBD Auto inc.	45 000
Défi-SM	21 600
Deli-Quest	13 900
Design et réalisation M. Esnault services inc.	25 000

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Desmeules Dodge Chrysler Jeep inc.	42 900
Des-Monts Chevrolet Oldsmobile Cadillac ltée	36 027
Desrosiers auto (Matane) inc.	10 383
Dessin Cadmax	28 512
Diesel-Bec inc.	15 000
DigiDyne inc.	60 215
Dismed inc.	46 600
Di-Vision Pré-Presse A.L. inc.	11 400
Doucet Machineries inc.	29 800
Dubé & Loiselle inc.	96 606
Duo Vac inc.	38 124
Duocom Canada inc.	38 700
Du-So pièces d'auto inc.	189 987
Dynapompe inc.	57 288
Dyne-A-Pak inc.	40 000
E. Bastille & fils inc.	179 477
E.D.C. inc.	150 000
E.G. Automobiles inc.	48 319
Ébénisterie Norclair inc.	25 602
Ebi-Tech inc.	11 800
Échafaudage Du-For inc.	77 309
École communautaire Belz	25 070
Edgar Blondeau (1992) inc.	72 429
Electro-Kut inc.	22 621
Elimétal inc.	27 694
Elkem métal Canada inc.	7 572
Emacc inc.	16 380
EMD construction inc.	36 916
EMD Technologies inc.	52 493
Enerquin air inc.	160 781
Entreprise de soudure Aérospatiale inc.	46 000
Entreprise d'électricité du Centre-Ville inc.	120 000
Épicerie Jean-Marie Tremblay & fils inc.	32 974
Équipement Joubert & fils inc.	19 600
Équipement Laplante inc.	48 764
ÉquiTravail	33 333
Érablières des Alléghanys inc.	29 767
Escaliers Gilles Grenier inc.	23 742
Évasion hors piste inc.	29 882
Exacad fabrication de moules inc.	41 683
Excavation C.M. Gravel inc.	12 000
Excavation Michel Paradis inc.	55 406
Excel Press Technologie inc.	42 232
Expéditions Nordiques D.M.G. inc.	19 920
Experts-conseils CEP inc.	31 600
Expertus technologies inc.	37 364
Expressions Privées inc.	28 700
Fabelta aluminium inc.	32 855
Fabri Métal ltée	212 604
Fabricant de poêles international inc.	21 800
Fabricants de Métal Électron inc.	38 500
Fabrication Beauce-Atlas inc.	23 000
Ferrotech Ménard inc.	33 465

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Festi-Fêtes	32 050
Fibrocap inc.	102 961
Filt-Mes inc.	16 620
Finecast limitée	57 704
Flairbase inc.	19 271
Fonderie industrielle Laforo inc.	29 488
Fonds national juif du Canada (Keren Kayemeth Le'Israël) inc.	73 100
Fordia ltée	7 000
Frank Ralphs Limited	33 234
Fruiterie Val-Mont, Votre marchand de santé inc.	35 519
Futuroto inc.	25 877
G. Romano inc.	33 500
G.F. Labonté inc.	2 397
Gagnon Rochette & Associés inc.	13 014
Garage Denis Ménard inc.	83 021
Garage Desharnais & fils limitée	30 503
Garage Dodge-Chrysler de Saint-Basile inc.	21 500
Garage Jacques Ouellet ltée	8 000
Garage P.B. inc.	38 200
Garage Réjean Pilon inc.	18 000
Garage Windsor ltée	14 738
Garlock du Canada ltée	12 816
Gaston Contant inc.	12 233
Gemme Canadienne P.A. inc.	1 196
Gemperle inc.	904
George Courey inc.	38 500
Gesco 547 inc.	45 886
Gestion André Touchette inc.	14 427
Gestion canadienne Alpha	19 228
Gestion de projets Altapex inc.	31 239
Gestion G.A.H. inc.	12 000
Gestion IMAC inc.	23 920
Gestion Jean-Yves Perreault inc.	77 792
Gestion Michel Poisson inc.	64 897
Gestion Namra inc.	20 484
Gestion résidence Le St-Michel inc.	678
Gestion Stanash inc.	23 000
Gosselin Express ltée	31 627
Gougeon & frères ltée	47 046
Grand-Portage automobiles inc.	16 840
Grand-Portage Volkswagen inc.	31 052
Granit Plus inc.	7 214
Graphisme Alpha Vision M.L. inc.	24 190
Grenier Chrysler, Dodge, Jeep inc.	28 900
Grenier Nissan inc.	22 000
Group3 Cosmetics inc.	29 140
Groupe Boutin inc.	39 500
Groupe Cam-J Group inc.	16 112
Groupe CDREM inc.	31 000
Groupe conseil Progesco inc.	38 500
Groupe DCB inc.	24 179
Groupe de vêtements Redstone inc.	18 400
Groupe Elite inc.	39 100

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Groupe Germain inc.	16 595
Groupe Graham International inc.	135 468
Groupe informatique Colabor inc.	87 990
Groupe Lincora inc.	51 200
Groupe PLB Lampron inc.	41 448
Groupe Trifide inc.	79 414
Groupe voyages Québec inc.	5 400
Groupement des chefs d'entreprise du Québec	29 599
Groupement forestier de Kamouraska inc.	26 788
G-Spek inc.	46 340
GVE Vision globale inc.	23 543
Hebdo-Litho inc.	23 013
Héneault & Gosselin inc.	121 905
Hichaud inc.	67 481
Holiday Inn Plaza La Chaudière	75 000
Hospitalité R. D. (aéroport) inc.	80 000
Hôtel Carrefour St-Jérôme inc.	35 316
Hôtel Château Mont-Sainte-Anne inc.	4 696
Hôtels Côte-de-Liesse inc.	125 000
HWF hydraulique International inc.	10 000
Hydroserre Mirabel inc.	35 509
Iméco Câbles inc.	35 000
Impressions Alliance 9000 inc.	30 000
Impressions Numéricart inc.	42 600
Imprimerie Art graphique inc.	103 411
Imprimerie Dubois inc.	16 215
Imprimerie Léonard inc.	74 832
Imprimerie régionale A.R.L. ltée	22 873
Imprimerie Transcontinental S.E.N.C. (Division Métrolitho)	19 383
Industries Perfection inc.	38 000
Informatique Direct impact inc.	26 000
Injections Triplast inc.	34 922
Inortech Chimie inc.	25 788
Installation ACT St-Félicien inc.	28 050
Instech télécommunication inc.	26 444
Insulflex Canada inc.	10 480
Intégration Re Source	30 000
Interpalco inc.	46 600
Into (1972) inc.	34 780
Investissements Canpro ltée	115 000
Irosoft inc.	14 600
Isra-Guard (I.G.S.) Sécurité inc.	119 757
ITSUS international inc.	60 000
J. Schreter inc.	60 000
J.C. Kid's Apparel inc.	67 000
J.M. Champeau inc.	164 351
J.M.F. Transport (1992) ltée	72 065
Jacques Laferté ltée	19 473
James Lévesque & fils ltée	23 351
JBM Logic inc.	75 314
Jean-Paul Beaudry ltée	254 337
Jean-Paul Fortin (1997) inc.	38 457
Jeans Blue Rocket inc.	26 960

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Jeans Warwick industrie inc.	100 292
Jesta I.S. inc.	28 840
Jesta Management Corp.	2 970
Jesta P.S. inc.	770
Jodoin, Lamarre, Pratte & Associés, architectes	8 800
Jos. Pelletier ltée	146 155
Junise ventes inc.	34 476
Kiwi Technologies inc.	7 770
Kom international inc.	20 500
L.B. Maple Treat Corporation	7 249
L.P. inc. Télécommunications	16 920
L.P. Royer inc.	13 419
La Cie J. Chevrier instruments inc.	12 000
La compagnie Bluedot Jeanswear inc.	23 700
La compagnie de Boutons Standard Original inc.	70 000
La compagnie de vêtements Néon du Canada inc.	21 000
La compagnie des pantalons Impérial ltée	28 700
La compagnie Marie Chouinard	1 313
La Congrégation des sœurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Chicoutimi	28 295
La corporation de centre communautaire de Montréal	56 760
La corporation de Ruban Hubscher ltée	28 700
La corporation épiscopale catholique romaine de Trois-Rivières	1 704
La forge du Père Cimon inc.	22 400
La ganterie Best ltée	28 660
La Margna inc.	5 722
La Meunerie Milanaise inc.	29 465
L'Abbaye de Saint-Benoît-du-Lac	25 424
Labcal Technologies inc.	16 650
Laboratoires CDL inc.	130 000
Laboratoires R.S. et D.E. Delphes technologies international inc.	46 223
L'Académie Hébraïque inc.	37 680
Laferté & Letendre inc.	13 700
Lamontagne auto ltée	25 139
Lasertech industries inc.	25 000
L'Association du cancer de l'Est du Québec	35 221
L'Association hébraïque des jeunes hommes, jeunes femmes de Montréal	320 000
L'Association pour l'intégration communautaire de l'Outaouais	1 350
L'Atelier la Flèche de fer inc.	30 000
Lauzon (Thurso) - Ressources forestières inc.	142 310
Lauzon-ressources forestières inc.	61 125
L'Avantage consommateurs de l'Est du Québec inc.	94 561
Le centre du comptoir Coupe d'or inc.	40 705
Le centre du pneu radial La Prairie inc.	38 510
Le Consortium L'Écho-Logique inc.	28 289
Le groupe alimentaire Nordique inc.	26 200
Le groupe Amyot, Gélinas inc.	20 000
Le groupe BRT inc.	46 015
Le groupe de gestion GCO inc.	23 912
Le Groupe Lemur inc.	36 200
Le groupe Lepelco inc.	40 640
Le groupe Sterling Intimité inc.	41 200
Le Manoir Champlain inc.	21 378
Le manoir St-Amand inc.	15 499

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Le nautique St-Jean inc.	18 000
Le restaurant Palais Montcalm ltée	30 966
Le vignoble Le Cep d'Argent inc.	36 064
Le-Bich investissements inc.	35 423
Lefko produits de plastique inc.	215 689
Léopold Potvin inc.	4 460
Les Artisans bénévoles de la paix en Mauricie	20 598
Les ateliers Manutex	30 000
Les automobiles Ange-Aimé Bouffard inc.	25 196
Les automobiles Niquet inc.	9 699
Les blocs de ciment Mirabel inc.	41 890
Les bois feuillus de la Lièvre inc.	237 081
Les bois francs D.V. inc.	61 432
Les Chevrons du Bas St-Laurent inc.	19 584
Les collections de style R.D. internationales ltée	28 500
Les compagnons des Vieilles Forges inc.	12 056
Les confections E.L. inc.	14 178
Les constructions Beauce-Atlas inc.	13 091
Les constructions Loracon inc.	17 900
Les consultants Nashen & Nashen inc.	40 000
Les Croisières Richelieu inc.	25 000
Les cuisines Rochette (1976) inc.	48 500
Les Culasses du Futur L. R. inc.	38 880
Les déménagements Tremblay Express ltée	13 002
Les deux Mondes, compagnie de théâtre	28 247
Les écoles juives populaires et les écoles Peretz inc.	154 500
Les emballages Ecco ltée	67 407
Les emballages GAB ltée	27 760
Les emballages Orion Canada inc.	47 526
Les entrepôts M. Charette inc.	42 400
Les entreprises A. Dumont inc.	10 921
Les entreprises A.J. Binding inc.	23 796
Les entreprises Camlen inc.	40 500
Les entreprises de restauration Kon-Quest inc.	13 500
Les entreprises E. Normand inc.	14 381
Les entreprises Germain Dallaire inc.	27 293
Les entreprises KSE ltée	18 650
Les entreprises M.B. St-Félicien inc.	11 900
Les entreprises Nova inc.	17 620
Les entreprises Robert Sanfaçon inc.	12 000
Les équipements d'excavation Quatre-Saisons inc.	29 000
Les équipements Hardy inc.	50 815
Les équipements laitiers Bilodeau & fils inc.	12 000
Les escalateurs Atlas (1991) inc.	34 927
Les experts-conseils JLP et associés	14 000
Les fabrications Dor-Val ltée	36 000
Les finitions Pro-Teint inc.	22 500
Les galeries Nissan	32 420
Les gestions Monit ltée	74 960
Les huiles M.R.G. Drouin inc.	15 759
Les immeubles J.C. Milot inc.	52 347
Les importations Veneto ltée	74 823
Les industries Century inc.	30 000

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Les industries de lavage Dentex inc.	36 065
Les industries G.R.C. inc.	47 500
Les industries J.S.P. inc.	89 431
Les intrépides de Rouyn-Noranda inc.	40 714
Les investissements BSA inc.	60 000
Les investissements Monit inc.	16 820
Les jardins de Métis inc.	2 744
Les jardins intérieurs de Saint-Lambert inc.	2 162
Les laboratoires de recherche de Lan Wirewerks incorporée	40 000
Les laboratoires L.T.I. inc.	65 062
Les laboratoires Shermont inc.	6 390
Les machineries Chartin inc.	30 088
Les machineries Pronovost inc.	109 776
Les manufacturiers Apollon inc.	13 472
Les manufacturiers Komet inc..	76 470
Les marchés d'aliments naturels Tau inc.	25 800
Les matériaux Interstar inc.	141 880
Les métallurgistes unis d'Amérique	34 978
Les moulins Greatex inc.	31 000
Les œuvres de la Maison Dauphine inc.	2 967
Les outils I.C.T. ltée	16 530
Les patinoires Bonaventure inc.	23 783
Les pêcheries Norref Québec inc.	21 200
Les Pliages Apaulo inc.	48 803
Les pneus Beaucerons inc.	30 566
Les pneus Robert Bernard (St-Hilaire) ltée	53 456
Les pneus Robert Bernard (St-Hyacinthe) ltée	46 144
Les produits alimentaires Mondiv inc.	39 542
Les produits forestiers B & B inc.	39 352
Les Produits PBM ltée	24 197
Les propriétés Monit inc.	19 963
Les réservoirs de l'Estrie inc.	29 765
Les restaurants Moca inc.	35 655
Les services adaptés Transit	16 900
Les services Éducatours Mercier inc.	10 000
Les sortilèges danses du monde	10 365
Les structures NR inc.	30 400
Les textiles Gauvin inc.	25 563
Les tissus Geo. Sheard (1994) ltée	68 338
Les tourbières Berger ltée	90 490
Les tricots Confort Absolu inc.	21 000
Les tricots Hallmark (1997) inc.	10 800
Les tricots Ilanco inc.	20 242
Les ventes Lorne Nadler inc.	21 200
Les vêtements Norfil, Centre de travail adapté	25 000
Les viandes Laroche inc.	57 926
Les viandes Or-Fil international inc.	26 200
L'Hirondelle - Services d'accueil et d'intégration des immigrants	6 675
Lionel Grenier Automobiles inc.	32 700
Liquidation de saisies P.B. inc.	18 523
Location Blais inc.	30 505
Location Claireview inc.	110 000
Location Holand (1995) ltée	19 919

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Locations Michel Trudel inc.	54 322
L'Office diocésain de pastorale de Trois-Rivières	6 090
Logisoutien inc.	4 072
Logistik Unicorp inc.	32 500
Loue Froid inc.	18 974
Lub Express inc.	17 847
Lucas, Charbonneau inc.	18 300
Lussier Pontiac Buick GMC ltée	37 200
M.A.G. Intégration	26 438
M2S électronique ltée	34 583
Machinage Piché inc.	58 555
Mad Science Productions inc.	51 143
Madras international ltée	18 700
Mainetti Canada inc.	31 000
Manoir Forger inc.	22 579
Manoir Montéfiore	54 724
Manufacture de Lambton ltée	31 278
Manufacturier de vêtements Mazsport inc.	33 700
Marcel Vézina couvreur 2000 inc.	8 200
Marine Nor Sport inc.	28 694
Martin Lemire & Fils inc.	61 328
Matériaux à bas prix ltée	42 013
Matrices Neufchâtel inc.	9 150
Matricis Informatique inc.	42 822
Matteau Parent, graphisme et communication inc.	20 455
Maxi-Concept J.L.P. inc.	11 253
Mazda 2-20	18 191
Mécart inc.	21 806
Médique fournitures médicales (MGBR) inc.	15 000
Medxl inc.	27 738
Memtronik Innovations inc.	91 115
Merkur inc.	12 985
Métal Bernard inc.	40 374
Métal R.G.A. inc.	43 500
Metro International St-Laurent Inc.	28 500
Meubles Gober inc.	142 240
Miceli et Frères ltée	28 200
Micro distributions B.L.S. inc.	38 330
Micro L.L. inc.	130 274
Microslate inc.	36 000
Miss Arachew inc.	15 000
Mission Old Brewery	46 400
Mistral Pharma inc.	18 500
Mobilier de bureau Logiflex inc.	192 350
Mode Éverest inc.	25 877
Modes Caccia inc.	38 700
Modes Éclipse international Canada inc.	8 500
Monit International inc.	24 564
Mont-Laurier Sports inc.	24 100
Montre international Célébrité inc.	23 541
Mont-Roy Repro Litho imprimeurs inc.	97 374
Motel Chute des Pères inc.	53 647
Motel national / Auberge national	3 196

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Moteur électrique Chicoutimi ltée	27 393
Moto JMF inc.	28 251
Moto sport Newman inc.	12 000
Motocyclettes & articles de sports Pont-Viau inc.	18 382
Motosport 116 inc.	32 744
Motosport Newman Rive-Sud inc.	12 000
Moules et modèles PCM inc.	7 830
Multi Techniques (RDL) inc.	9 724
Multi X inc.	66 744
Multicoupe de bois D.M. inc.	52 451
Multidick inc.	19 000
Multi-Services Albanel	62 362
Nalden inc.	66 688
Navada ltée	83 974
Ndex Systèmes inc.	15 900
Norgereq ltée	43 961
Novasys inc.	21 632
Novatek électrique inc.	6 438
Odesia Solutions inc.	13 082
Omega Recycling Technologies Corp.	48 000
Orbi Métal construction inc.	11 308
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	98 988
Ordre des ingénieurs du Québec	70 620
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix	179 520
Oricom Internet inc.	8 096
Orthoconcept Québec inc.	20 449
Ovila Pomerleau & fils limitée	12 960
P.H. Tech inc.	33 796
Papeteries Olympiques ltée	2 880
Paquet Nissan inc.	35 869
Patio Drummond ltée	75 623
Patro de Charlesbourg inc.	29 800
Paul Demers et fils inc.	60 625
Paul Rocheleau inc.	24 480
Peinture Denalt ltée	73 353
Peinture industrielle St-Prime inc.	13 748
Pemla inc.	44 925
Pépinière Cramer inc.	41 400
Pépinière L'Avenir inc.	19 060
Personnel Proforce inc.	13 300
PG Mensys systèmes d'information inc.	161 012
Physio Extra inc.	18 299
Pièces d'auto M. Robert inc.	35 200
Pièces d'auto P. & B. Gareau inc.	23 718
Pièces d'autos Fernand Bégin inc.	35 700
Pièces Piché Maniwaki inc.	19 000
Pierre Gosselin commerce inc.	10 437
Pir-Vir inc.	18 000
Placage Jay Ge ltée	5 520
Placements Melcor inc.	43 381
Placements Samen inc.	3 471
Planchers de béton Cami-tec inc.	18 500
Plaques express R.C.M. inc.	36 252

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Plastique Micron inc.	53 520
Pneus André Touchette inc.	41 488
Pneus Métropolitains inc.	21 600
Pneus Touchette distribution inc.	31 940
Polinex Plastiques inc.	200 000
Poliseno Marine international inc.	21 000
Polycor granite Bussière inc.	87 210
Pomerleau les bateaux inc.	9 355
Pomerleau, Gaz propane inc.	25 900
Portes & moulures Ouellet inc.	16 213
Posimage inc.	33 345
Poste de camionnage en vrac Région 06 inc.	18 591
Prima Automobiles inc.	46 829
Prisma Concept inc.	8 200
Produits chimiques Gilco inc.	20 349
Produits forestiers Ampro inc.	22 000
Produits forestiers C.J.P. inc.	20 000
Produits forestiers L.F.A. inc.	16 950
Produits pour toitures Fransyl ltée	133 752
Produits Vernico ltée	20 800
Produits Vitafoam Canada limitée	28 354
Promutuel Beauce, Société mutuelle d'assurance générale	16 990
Promutuel Bois-Francs, Société mutuelle d'assurance générale	1 700
Promutuel Charlevoix-Montmorency, Société mutuelle d'assurance générale	30 363
Promutuel Coaticook-Sherbrooke, Société mutuelle d'assurance générale	130 121
Promutuel de l'Est, Société mutuelle d'assurance générale	9 850
Promutuel Drummond, Société mutuelle d'assurance générale	28 302
Promutuel du Lac au Fjord, Société mutuelle d'assurance générale	111 090
Promutuel Gaspésie-les-Îles, Société mutuelle d'assurance générale	99 170
Promutuel Kamouraska Côte-Nord, Société mutuelle d'assurance générale	11 261
Promutuel l'Abitibienne, Société mutuelle d'assurance générale	47 281
Promutuel Lac St-Pierre - Les Forges, Société mutuelle d'assurance générale	5 250
Promutuel Lanaudière, Société mutuelle d'assurance générale	12 170
Promutuel Les Prairies, Société mutuelle d'assurance générale	680
Promutuel L'Islet, Société mutuelle d'assurance générale	2 710
Promutuel Lotbinière, Société mutuelle d'assurance générale	11 160
Promutuel Monts et Rives, Société mutuelle d'assurance générale	17 560
Promutuel Portneuf-Champlain, Société mutuelle d'assurance générale	35 489
Promutuel Rivière-du-Loup, Société mutuelle d'assurance générale	16 007
Promutuel Rouyn-Noranda - Témiscamingue, Société mutuelle d'assurance générale	31 710
Promutuel Soulanges, Société mutuelle d'assurance générale	5 170
Promutuel Témiscouata, société, mutuelle d'assurance générale	37 490
Promutuel Valmont, Société mutuelle d'assurance générale	95 137
Promutuel Vaudreuil, Société Mutuelle d'assurance générale	2 040
Promutuel Verchères	1 700
Pro-performance G.P.L. inc.	17 175
Proprio Direct inc.	10 080
Protech Construction	39 765
Provi-Moderne médical international inc.	69 638
Publications Le Guide inc.	18 000
Qualité maintenance J.D. inc.	29 875
Qualité Moules 2000 ltée	37 641
Quality Inn Rive-Sud / Quality Inn South Shore	3 251

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Queco électrique ltée	18 300
Quincaillerie C. Bélanger ltée	15 000
R.C.M. Modulaire inc.	29 278
R.S.R. Environnement inc.	26 200
Rapide Snack inc.	20 400
Raymond Plourde automobiles inc.	13 506
Récupéraction Marroniers inc.	30 000
Réfrigération Thermo-King Montréal inc.	28 500
Réfrigération, plomberie & chauffage Longueuil inc.	79 229
Renauthèque Autosport inc.	34 129
Rénovation ADY inc.	39 551
Ren-Wil inc.	42 600
Résidence "Entre-Deux"	2 000
Résidence Le Jardin des sources inc.	1 288
Ressorts d'autos et camions Rock inc.	12 000
Restaurant bar Marco's pub inc.	39 543
Restaurants Iana inc.	9 298
Rive-Sud Chrysler Dodge inc.	44 900
Robert & fils (Québec) inc.	25 300
Robert & Robert (1978) ltée	124 740
Rochon, Legault, CA, S.E.N.C.R.L.	30 069
Rodrigue, peintre décorateur inc.	19 700
Roland & frères ltée	84 346
Roland Spence & fils inc.	21 987
Rose Drummond inc.	37 000
S. Setlakwe ltée	152 124
Saguenay Marine inc.	18 907
Saint-Constant Auto ltée	5 159
Sani-Eco inc.	46 844
Santé Courville inc.	45 500
Sarbakan inc.	21 812
Satisfaction Plymouth Chrysler inc.	58 426
Schalmarief inc.	2 884
Scierie Geoffroy inc.	83 133
SCP 89 inc.	29 940
Sécurifort inc.	100 118
Sélection Trio inc.	31 200
Service & Construction mobile ltée	29 200
Service de pneus Auclair inc.	42 412
Service de pneus Desharnais inc.	16 831
Service d'entretien T.Q.M. inc.	45 000
Service des aides familiales de La Baie	63 171
Service national des Sauveteurs inc.	53 589
Services audio-visuels, Techni-Logique inc.	97 128
Services Coyote intermodal (Canada)	18 300
Services de communications, MCS-Multinet inc.	150 000
Services de protection C.G. Tech inc.	28 255
Services de Quai Fagen inc.	25 120
Services de traiteur Etmo ltée	18 500
Services d'expositions P.E. Poitras ltée	25 789
Services Nolitrex inc.	20 752
Services routiers R.S. inc.	12 000
Servomax inc.	16 000

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Seymour Alper inc.	34 310
Shaare Zion congrégation	88 486
Silicycle inc.	6 340
Sirius, services conseils en technologie de l'information inc.	16 017
Société de gestion Cap-aux-Pierres inc.	8 109
Société de gestion Cogir inc.	8 917
Société d'exploitation des ressources de la Métis inc.	57 002
Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière	43 550
Société immobilière Landmark inc.	107 800
Société industrielle Unique ltée	44 809
Société Logique inc.	6 320
Société ressources-loisirs de Pointe-aux-Trembles	60 000
Soforth Ltd	34 012
Sonitec inc.	28 000
Soucy Techno inc.	4 280
Sous-traitance industrielle Québec (STIQ)	39 173
Sovéa autos ltée	9 575
Spécialités Lassonde inc.	36 916
SPG International ltée	101 516
Sport S.M. inc.	49 356
Sport Varennes-Rive-Sud inc.	45 891
Sports Monette inc.	23 680
Stanpro Lighting Systems inc.	45 898
Stationnement Supérieur inc.	49 346
Station-service Clément Fournier inc.	48 403
Station-service G. et M. Leroux inc.	10 000
St-Bruno Nissan inc.	21 500
Structures D.L.D. ltée	30 800
Studio Party Time inc.	9 386
Succès Ford inc.	10 303
Super moto St-Hilaire inc.	13 352
Supermarché J.P.V. Plouffe inc.	108 179
Sweetheart Apparel Inc.	25 233
Synca Marketing inc.	12 950
Systèmes de polymère structural (Canada) inc.	84 216
Systèmes de technologies PAT inc.	23 200
Systèmes électroniques Technoda inc.	16 000
Systèmes Voix & Données inc.	18 300
T.B.C. Constructions inc.	34 750
Tankcon FRP inc.	21 223
Technologie Ace inc.	15 800
Technologie Silanis inc.	23 500
Technologies Dual-Ade inc.	55 788
Temple Emanu-El-Beth Sholom, Montréal	21 298
Textiles Freder inc.	61 000
Thomas Bellemare ltée	32 300
Topocom Technologie inc.	63 755
Toromont industries Québec (2002) inc.	13 603
Traba inc.	19 600
Trajet jeunesse inc.	8 650
Trans-Canada Électro ltée	20 000
Transfert Plus Créations inc.	8 120
Transformation textile Domestique inc.	1 489

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Transmissions M.M. inc.	51 564
Transnat Express inc.	12 000
Transport André Dufresne inc.	25 000
Transport Gérald Pelletier ltée	4 367
Transport Jean Gauthier inc.	40 609
Transport Lavoie ltée	12 000
Troisième division M.R. inc.	23 378
Trois-Rivières Nissan inc.	13 120
Turcotte (1989) inc.	7 040
Tyfoon International inc.	148 300
Ulrich métrologie inc.	55 180
Union des consommateurs	1 197
Usinage Laurentides inc.	91 612
Usinage Servitech inc.	19 400
Usitech Nov inc.	10 836
V. Boutin Express inc.	18 000
Vallée inc.	114 326
VDDO inc.	12 000
Verre Sélect inc.	67 042
Vers l'Est	8 000
Vêtement Impérial inc.	6 300
Vêtement Un Des Garçons C.B.N. inc.	47 924
Vêtements A.C. 12 inc.	26 800
Vêtements Ripe cie inc.	16 800
Viandes Agro inc.	16 000
Viascan inc.	43 800
Villa Chicoutimi inc.	15 431
Villa Domaine St-Grégoire S.E.N.C.	26 577
Villa Jonquière inc.	36 880
Villa Saguenay inc.	35 610
Village Pinoteau inc.	36 394
Ville-Marie Suzuki Automobiles inc.	110 960
Visuaide inc.	49 500
Visulam inc.	32 500
Vitrerie de Lachine ltée	25 282
Voltec inc.	7 040
Vortex structures aquatiques internationales inc.	38 300
W. Côté & fils ltée	29 600
Total	**36 924 206**

■ Formation de la main-d'œuvre en emploi (intervention regroupée)

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
9116-7304 Québec inc. (Yuzu Sushi-Bar)	63 303
9119-5446 Québec inc. (Sophie Desanlis et associés)	215 043
Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement (ASEED)	322 298
Association des commerçants des véhicules récréatifs du Québec (1988) inc.	112 800
Association des entrepreneurs en réseau de câblage structuré	519 750
Association des Relais de santé du Québec inc.	21 000
Association des résidences et CHSLD privés du Québec (ARCPQ)	338 600
Association hôtellière de la région de Québec	38 737
Axelia, Mutuelle de formation agréée en soins corporels	381 537
Bois B.S.L. inc.	49 560
CAMO Éducation / Formation du Haut-Saint-François	113 400
Chomedey Précision inc.	205 920
Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie	56 888
Conseil des entreprises de services environnementaux (CESE)	2 271 650
Conseil québécois des ressources humaines en tourisme	16 020
Corporation des entrepreneurs généraux du Québec	146 560
Entreprises Magnan inc.	310 478
Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec	8 800
FormaPlus	366 812
Groupement forestier de l'Est du Lac Témiscouata inc.	241 791
Hôtel Baie-Saint-Paul inc.	63 430
Hôtel Gault inc.	114 684
Laberge Lafleur, comptables agréés	426 844
L'Auberge du Dragon rouge inc.	113 543
Les conseillers en gestion Socosis inc.	75 230
Les distributions MEP inc.	58 240
Les entrepôts M. Charette inc.	108 308
Mécanique Rojec ltée	106 909
Menuiserox inc.	92 763
Mines Agnico-Eagle limitée - Division Laronde	412 466
Plasticompétences inc.	1 024 985
Regroupement des centres de la petite enfance de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec (R.C.P.E. 08-10) inc.	24 665
Regroupement des centres de la petite enfance des régions de Québec et Chaudière-Appalaches inc.	394 560
Regroupement pour la formation en audiovisuel du Québec	131 616
Réseau hôtellerie champêtre, auberges et hôtels du Québec	32 280
Restaurant Chuchai inc.	115 935
Restaurant le Marie-Beaupré inc.	63 079
Revitalisation commerciale Longueuil	101 640
Rocoto ltée	172 476
Sécuro Vision inc.	120 655
T.B.C. Constructions inc.	85 000
Union des employés et employées de service Section locale 800 (UES-800)	245 200
Total	**9 885 455**

■ Formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention régionale

Bénéficiaires*	Montants accordés ($)
135770 Canada ltée (Ébénisterie St-Patrick)	1 200
171282 Canada inc.	1 200
2330-5469 Québec inc. (Créations Futura)	250
2430-4065 Québec inc. (Manoir Fortin)	6 800
3011933 Canada inc. (Les industries Nigan)	14 763
3029260 Nova Scotia Company (Le Grand Lodge de Mont-Tremblant)	700
3330389 Canada inc. (SMT-ASSY Électronique)	2 700
3868834 Canada inc. (Les circuits technologiques Avro 2001)	9 376
4265416 Canada inc. (Bob Taxis)	570
9030-5418 Québec inc. (Les aliments G. Dion)	2 635
9049-1754 Québec inc. (MGS)	1 358
9069-2492 Québec inc. (Hydroteck internationale Manufacture)	1 058
9075-7600 Québec inc. (Air 2000)	517
9096-0469 Québec inc. (Gouverneur auberge Shawinigan)	376
9103-7077 Québec inc. (Les tentes Grandchamp)	600
9104-4289 Québec inc. (Coupesag Laser/jet d'eau)	2 124
9118-7260 Québec inc. (Résidence Myosotis)	1 536
97349 Canada ltée	600
A.P.M. Diesel (1992) inc.	8 233
Abitibi-Consolidated inc.	11 882
Achille de la Chevrotière limitée	23 870
Acier Marquis inc.	1 654
ADS Composites, div Multina	315
Alfred Cloutier limitée	69 697
Alphonse Lepage inc.	67 200
Alternatives technologie Pharma inc.	4 560
Ameublement Branchaud inc.	448
Amphenol air LB Amérique du Nord	46 240
Analex	3 600
Aqua-Mer inc.	7 281
Armand Pagé ltée	280
Articles de maison anglo-canadian, S.E.C.	60 849
Association touristique des Laurentides	660
Assurances Daigneault Provost Joly Lebrun inc.	7 479
Auberge du Lac Taureau	32 936
Auberge le Florès	212
Auvents multiples (2002) inc.	4 106
Avensys inc.	19 444
B.C.H. - Unique inc.	22 602
Banque Nationale de Grèce (Canada)	93 266
Belden CDT (Canada) inc.	4 920
Béton Bolduc inc.	13 297
Bistro à Champlain	900
Boa-franc S.E.N.C.	38 026
Boisclair & fils inc.	393
Boulangerie St-Méthode inc.	350
Boutons du Canada ltée	18 148
C. Croteau inc.	735
C.P.E. Saute-Mouton inc.	800
C.S.R. International (2003) inc.	700

Bénéficiaires*	Montants accordés ($)
Caisse populaire Sainte-thérèse de Blainville	3 336
Carrefour jeunesse emploi de la Vallée-de-la-Gatineau	600
Carrefour jeunesse-emploi Rivière-du-Nord	900
Carrefour jeunesse-emploi Thérèse-de-Blainville	2 800
Carrière La Pêche inc.	600
Centre 1444 inc.	900
Centre de développement C.I.A. inc.	600
Centre de la petite enfance des Deux-Montagnes	3 127
Centre de la petite enfance Fanfan Soleil	3 000
Centre de la petite enfance La Maisonnée	1 440
Centre de la petite enfance la Pipandor	1 920
Centre de la petite enfance le Petit Équipage	600
Centre de la petite enfance Margo la Lune	800
Centre de la petite enfance Ton ami Pipo	2 782
Centre de la petite enfance, Les Lutins Enchanteurs	600
Centre de rénovation Prud'homme inc.	4 533
Centre d'intéraction Proximédia inc.	24 551
Centre d'intervention des Basses-Laurentides pour l'emploi	10 550
Centre du débosselage Nicolet inc.	348
Centre maraîcher Eugène Guinois Jr inc.	2 028
Centre multiservice de Ste-Thérèse	977
Cercueils Victoriaville limitée	6 052
Chaîne de travail adapté C.T.A. inc.	29 400
Chaussures Panda Repentigny	453
Claude Forget inc.	600
Clinique dentaire Nancy Lalancette	600
Club Tremblant inc.	4 480
Commission scolaire de la Seigneurie des Milles-Îles	77 941
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	31 846
Compagnie Affina	1 496
Compagnie Beaulieu Canada	78 000
Conception M.B. meubles en bois inc.	1 066
Confection Josée-Tee inc.	11 082
Confection St-Méthode inc.	289
Confortec 2000 inc.	158
Consultant Laurent Montreuil inc.	540
Coop de producteurs Multiveg	2 436
Coopérative agricole régionale Parisville	480
Coopérative de Solidarité d'aide domestique de la Vallée-de-la-Gatineau	396
Coopérative de solidarité en développement économique communautaire de Gatineau	600
Coopérative de soutien à domicile de Laval	1 200
Coopérative de travail Alutech Architectural	700
Coopérative des ambulanciers de la Mauricie	960
Corporation agro-forestière transcontinentale inc.	72 269
Corporation de gestion de la forêt de l'Aigle	600
Corporation de gestion des loisirs du parc	—
Cyzotrim enr.	44 901
Damabois inc.	1 038
Daniel Arbour & associés, S.E.N.C.	5 367
Deflex Composites inc.	6 613
Dégrémont ltée	6 000
Denharco inc.	81 918
Des Laurentides Ford inc.	7 789

Bénéficiaires*	Montants accordés ($)
Dessin Cadmax	1 160
Distributions Guy Chicoine inc.	15 284
DMR conseil, une division de Fujitsu conseil (Canada) inc.	5 400
Donat Flamand et PMP moulures précision	8 696
Drakkar & Associés inc.	7 920
DSD International inc.	306
Ébénisterie du Franc Bois inc.	600
Ébénisterie Sapele inc.	14 388
Éclipse, entreprise d'insertion	900
Ecopia Biosciences inc.	19 500
Électroniques Promark inc.	4 500
Élingues & Câbles Hercules inc.	1 875
Elmec inc.	263
Emco matériaux de construction ltée	27 909
Enseignes Leco ltée	84
Entreprise de soudure Aérospatiale inc.	900
Entreprises formes et jeux P.E.B. inc.	1 200
Entreprises Pol R Inc.	17 804
Entre-Tiens Chaleurs	14 563
Entre-Tiens D'Avignon	15 225
Équipement d'emballage M.M.C. ltée	1 200
Équipement Labrie ltée	4 400
Équipements Quadco inc.	1 152
Exacad fabrication de moules inc.	462
Excel F.I.G. inc.	12 354
Exfo ingénérie Électro-optique inc.	4 453
Fenêtres Magistral Windows inc.	572
Ferronnerie Benoit inc.	364
Finition chez soi inc.	505
Finition U.V. Crystal inc.	775
Fjord-Tech industrie inc.	4 800
Fournitures funéraires Victoriaville inc.	15 779
Futurlabo inc.	1 200
Galderma Canada inc.	3 600
Gecko Électronique inc.	28 645
Genfoot inc.	23 071
Gestion Colimat inc.	3 364
Gestion Excel F.I.G. inc.	959
Gestion Hôtel Quintessence inc.	2 100
Girafe Santé inc.	387
Graphisme Alpha Vision M.L. inc.	1 200
Grenier populaire des Basses-Laurentides	540
Groupe Arion inc.	900
Groupe Brosseau inc.	10 410
Groupe Connex GVI inc.	10 947
Groupe McNeil inc.	3 433
Groupe RCM inc.	16 546
Groupe Vegco inc.	7 315
Groupement agro-forestier de la Ristigouche inc.	6 000
Groupement forestier de l'Est du Lac Témiscouata inc.	11 100
Groupement forestier de Québec-Montmorency inc.	3 590
Groupement forestier et agricole Taché inc.	49 619
GRS International (1951) inc.	14 572

Bénéficiaires*	Montants accordés ($)
Gusdorf. Canada ltée	—
H. Chalut ltée	1 808
HDI Technologie inc.	805
Herboristerie la Clef des champs inc.	560
Hôpital Catherine Booth de l'armée du salut	39 433
Hôtel l'Estérel	4 696
Industrie L.D. inc.	2 400
Industries Norbord inc. - Division panneaux	18 240
Industries Plastipak inc.	85 460
J. Mafor inc.	13 200
J.C. Boucher & fils ltée	9 600
J.E. Roy (Plastique) inc.	7 435
J.M.Y. inc.	7 200
J.P.F. Formation professionnelle 2000 inc.	493
Kuehne & Nagel international ltée	11 907
La coopérative funéraire de la Mauricie	816
La corporation du Centre du Sablon	9 360
La Face Cachée de la pomme inc.	10 601
La Forge Resto Bar	1 400
La maison Claire Daniel inc.	926
La poissonnerie Marcotte (1980) inc.	1 232
La Société Thale Canada inc.	5 220
La verrerie Walker, limitée	20 660
LAB recherche pré-clinique internationale inc.	—
Laser AMP inc.	24 493
L'atelier la Flèche de fer inc.	98 688
Le Club Piscine Plus C.P.P.Q. (Blainville) inc.	600
Le groupe Les Manoirs du Québec inc.	2 856
Le groupe Luxorama ltée	10 256
Le groupe M.C.S. St-Louis inc.	700
Le groupe Sygif inc.	3 000
Le Maître constructeur St-Jacques inc.	350
Le Shack du Mont-Tremblant inc.	2 800
Lefko produits de plastique inc.	17 845
Les aciers Richelieu inc.	12 050
Les aliments Bari inc.	1 724
Les aliments Multibar inc.	81 270
Les bois feuillus de la Lièvre inc.	2 692
Les boulangeries René inc.	17 711
Les brûleurs Coen Canada inc.	539
Les clôtures Arboit inc.	600
Les Constructions de l'Amiante inc.	350
Les Constructions et pavages Continental	480
Les entreprises Alfred Boivin inc.	1 560
Les entreprises Lamcoil inc.	1 200
Les équipements récréatifs Jambette inc.	18 186
Les excavations G. Larouche inc.	45 040
Les fermes Hotte et Van Winden inc.	8 016
Les fermes Leclair et Frères ltée	3 126
Les fermes Lefort inc.	1 376
Les fermes R.R. & fils inc.	1 352
Les industries Harbour (Canada) ltée	26 436
Les industries P.L.D. INC.	4 692

Bénéficiaires*	Montants accordés ($)
Les industries ROL (Canada) ltée	30 400
Les industries Spectra/Premium inc.	—
Les jardins Paul Cousineau & fils inc.	12 785
Les petits Collégiens	1 600
Les plastiques renforcés Tricoire inc.	30 884
Les produits de plastique Age inc.	54 918
Les produits forestiers Bellerive-Ka'n'enda inc.	12 530
Les produits Neptune inc.	15 624
Les séchoirs CKD ltée	600
Les Serres Rosaire Pion & fils inc.	10 054
Les systèmes de transport Chameleon inc., C.T.S. inc.	9 618
Les tricots Main inc.	28 366
Les Tuyaux Aston inc.	825
Les vêtements de sport Gildan inc.	181 577
Les vêtements Tatoo Clothing inc.	1 496
Litho-Mag inc.	600
Location d'équipement R.H. Nugent ltée	600
Logitrans inc.	960
Maison St-André Abitibi-Ouest	21 204
Maisons Laprise inc.	23 186
Manseau & Perron inc.	11 685
Marché Beaumier inc.	355
Marché Port-Royal inc.	337
Matériaux Laurentiens inc.	3 583
Maxtech Manufacturing inc.	1 596
Mecar Métal inc.	10 080
Medxl inc.	21 224
Menuiserox inc.	350
Métal C.N. inc.	6 081
Métal Coleraine (1984) inc.	350
Métal Leetwo inc.	31 112
Meubles Canadel inc.	47 393
Meubles d'Autray inc.	64
Meubles Foliot inc.	4 710
Meubles Laurier ltée	1 490
Mobifab Drummond inc.	6 300
Mobilier Philippe Dagenais	1 200
Montréal aéroport Hilton	27 239
Mouleurs de Beauce inc.	700
Multi-services corporation d'aide à domicile	41 748
Neurochem inc.	—
Norolex inc.	5 037
Nova Bus	51 029
Nutech inc.	350
Olymel S.E.C.	7 536
O-M6 Technologies inc.	600
Omniplast inc.	21 000
Omnitrans inc.	22 629
Optimont inc.	5 985
Optimoule inc.	232
P.H. Tech inc.	5 827
P.L.A.C.E. Rive-Sud, projet local d'aide en création d'emploi inc.	24 255
Papersource Converting Mill Corp.	1 786

Bénéficiaires*	Montants accordés ($)
Paprican	25 577
Pare-chocs C & C inc.	410
Pâtisserie Chevalier inc.	404
Pâtisseries Jessica inc.	14 150
Portes de garage Cedo inc.	600
Precimoule inc.	79 200
Produits alimentaires Berthelet inc.	1 200
Produits d'acier Métalpro inc.	1 184
R.M.B. Extermination inc.	1 200
Rapide Snack inc.	20 141
René Matériaux Composites ltée	15 551
Résidence Christ-Roi	383
Résidences funéraires Goyer ltée	600
Riobel inc.	600
Rose Drummond inc.	1 056
Roy & Breton inc.	28 092
Salacom Technologies inc.	567
Santé Naturelle A.G. Ltée	25 184
Scierie La Patrie inc.	32 626
Service de pneus Lavoie Outaouais inc.	525
Service Sérigraphique Professionnel S.S.P. inc.	3 180
Services maritimes U-Ship inc.	840
Shinei-Métaltek Montréal	41 776
Société coopérative agricole du Sud de Montréal	8 405
Société d'exploitation des ressources de la Métis inc.	23 100
Société d'exploitation des ressources de la Neigette inc.	66 600
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	41 541
Société d'exploitation des ressources des Monts inc.	3 000
Société industrielle de décolletage et d'outillage (S.I.D.O.) ltée	11 778
Solstice CNC inc.	7 628
Soudure Brault inc.	12 215
Spécialité M.B. inc.	30 134
Structure d'acier B.R.L. 2000 inc.	32 906
Structures American industries inc.	140
Stryker Médical S.E.C.	14 957
Système de rechapage RTS (1995) inc.	6 350
Systèmes Sanimina-SCI (Canada) inc.	—
Techmat (1992) inc.	2 400
Techni-Lab S.G.B. Abitibi inc.	30 666
Thermetco inc.	16 218
Thomas & Betts Fabrication inc.	6 142
Toiles Unicanevas inc.	323
Tôlerie Mirabel inc.	600
Tommy Hilfiger Canada inc.	—
Toprings ltée	934
Trica inc.	14 056
Tuyau-Mec inc.	2 400
Usinatech inc.	3 297
Usine de teinture	199 231
Usine Rotec inc.	497
Vegpro international inc.	1 567
Venmar CES inc.	3 290
Vert Nature inc.	15 463

Bénéficiaires*	Montants accordés ($)
Vêtement Impérial inc.	13 902
Vêtements Peerless inc.	35 594
Villa Domaine St-Grégoire S.E.N.C.	743
Vision2 international inc.	24 960
Win-Sir Textiles inc.	16 133
ZCL Composites inc.	8 326
Zellers inc.	8 985
Total (participants)**	**5 719 731**

* Les bénéficiaires de ce programme peuvent avoir reçu une aide pour couvrir les frais associés aux activités de formation au moyen de contrats de service réalisés sur une base régionale, sans avoir pour autant réclamé en tout ou en partie le remboursement des salaires versés aux participants ou d'autres frais découlant de l'achat ou de l'utilisation du matériel pédagogique ou didactique nécessaire à la formation. C'est pourquoi, pour certains bénéficiaires, aucun montant ne figure dans la colonne « Montants accordés ».

** Le montant total comprend également un montant de 1 752 573 $ affecté à des contrats de services réalisés sur une base régionale.

■ Formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention sectorielle

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle (CSMOFMI)	656 101
Comité sectoriel de main-d'œuvre dans l'industrie ferroviaire au Québec (CSMO-RAIL) inc.	177 895
Comité sectoriel de main-d'oeuvre de la production agricole	106 713
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement	159 740
Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine	179 900
Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec	338 500
Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'industrie textile du Québec	347 000
Comité sectoriel de main-d'œuvre des pêches maritimes	121 170
Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de détail	492 892
Commission scolaire des Navigateurs	17 920
Conseil québécois des ressources humaines en tourisme	253 450
Donat Flamand et PMP moulures précision	20 821
Plasticompétences inc.	60 315
Total	**2 932 417**

■ Recherche appliquée sur les conditions d'application de la Loi

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences - École de relations industrielles	35 000
Université Laval	59 390
Total	**94 390**

■ Initiatives de la Commission des partenaires du marché du travail

Bénéficiaires	Montants accordés ($)
BCP ltée	320 000
Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)	265 000
Manufacturiers et exportateurs du Québec	180 000
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	88 000
Total	**853 000**

Liste des organismes collecteurs reconnus par Emploi-Québec

AXELIA*
CENTRE DE FORMATION COUCHE-TARD
CENTRE DE FORMATION SUN MÉDIA
CONSEIL QUÉBÉCOIS DES RESSOURCES HUMAINES EN TOURISME*
FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE DE LA FTQ
FORMAPLUS*
ORGANISME COLLECTEUR DU COMMERCE DE DÉTAIL*
PLASTICOMPÉTENCES INC.* (COMITÉ SECTORIEL)
REGROUPEMENT POUR LA FORMATION EN AUDIOVISUEL DU QUÉBEC INC.*

* Organisme reconnu comme mutuelle de formation.

Liste des trente secteurs d'activité économique représentés par un comité sectoriel de main-d'œuvre reconnu par la Commission des partenaires du marché du travail

PRODUCTION AGRICOLE
AMÉNAGEMENT FORESTIER
PÊCHES MARITIMES
TRANSFORMATION ALIMENTAIRE
INDUSTRIE TEXTILE
INDUSTRIES DU BOIS DE SCIAGE
COMMUNICATIONS GRAPHIQUES
CHIMIE, PÉTROCHIMIE ET RAFFINAGE
INDUSTRIES DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET BIOTECHNOLOGIQUES
PLASTURGIE
INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC
MÉTALLURGIE
FABRICATION MÉTALLIQUE INDUSTRIELLE
INDUSTRIE ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE
AÉROSPATIALE
INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE
COMMERCE DE DÉTAIL
COMMERCE DE L'ALIMENTATION
SERVICES AUTOMOBILES
INDUSTRIE DU TRANSPORT ROUTIER
ENVIRONNEMENT
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS
CULTURE
TOURISME
SERVICES DE SOINS PERSONNELS
ÉCONOMIE SOCIALE ET ACTION COMMUNAUTAIRE
INDUSTRIE MARITIME
INDUSTRIE FERROVIAIRE
HORTICULTURE ORNEMENTALE – COMMERCIALISATION ET SERVICES
INDUSTRIE MINIÈRE DU QUÉBEC

Emploi Québec